

LES HOLDING COMPANIES ET LEUR IMPOSITION EN SUISSE

*THÈSE PRÉSENTÉE
à la Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel
(Section des Sciences commerciales)
pour obtenir le grade de
Docteur ès sciences commerciales et économiques*

PAR

PAUL-RENÉ ROSSET

AVOCAT

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1928

LES
HOLDING COMPANIES
ET LEUR IMPOSITION EN SUISSE

La Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel, Section des sciences commerciales, sur le rapport de M. le prof. Dr F. Scheurer, autorise la publication de la présente thèse de M. Paul Rosset qui a pour titre : « Les Holding Companies et leur imposition en Suisse ». La Faculté ne donne ni approbation, ni improbation aux opinions émises, ces opinions devant être considérées comme propres à l'auteur.

Neuchâtel, le 24 septembre 1928.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

Claude DU PASQUIER

LES HOLDING COMPANIES ET LEUR IMPOSITION EN SUISSE

*THÈSE PRÉSENTÉE
à la Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel
(Section des Sciences commerciales)
pour obtenir le grade de
Docteur ès sciences commerciales et économiques*

PAR

PAUL-RENÉ ROSSET

AVOCAT

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1928



INTRODUCTION

Depuis un siècle, l'évolution économique est d'une foudroyante rapidité.

La caractéristique de l'époque contemporaine est l'entreprise de grande envergure ; la concentration du capital et du travail en est la marque distinctive (1).

L'entreprise, considérée comme unité, a graduellement pris une extension de plus en plus considérable.

Elle s'est transformée économiquement ; de nouvelles méthodes de travail remplacèrent les anciennes ; des perfectionnements techniques et commerciaux furent sans cesse recherchés et appliqués pour satisfaire aux exigences, toujours croissantes, de l'évolution économique. L'organisation générale de l'ancienne entreprise se métamorphosa.

La forme juridique de l'entreprise a évolué parallèlement à ses transformations économiques. Elle n'a cessé de s'adapter aux besoins nouveaux qui se faisaient sentir.

La société, en nom collectif ou en commandite, mais

(1) Cette tendance à réunir sur un point unique le maximum de forces productives est dite par les économistes : « Loi de concentration ».

surtout la société par actions, a remplacé l'entreprise individuelle. En effet seule la société anonyme peut fournir à l'entreprise moderne les capitaux nécessaires à son développement.

L'agrandissement de l'entreprise se produit de différentes façons. L'une des manières dont il s'effectue est l'annexion d'autres entreprises. Cette annexion peut se faire par l'absorption de l'entreprise annexée qui disparaît. Mais il arrive souvent, surtout lorsqu'on est en présence de sociétés anonymes, que l'entreprise principale se rende maître de l'entreprise annexée, en acquérant des participations à son capital dans une mesure telle qu'elle la domine entièrement. L'entreprise annexée continue à exister et reste en apparence indépendante mais en fait elle a perdu son individualité.

Parfois une société possède des participations dans d'autres entreprises dans une mesure limitée qui ne lui permet pas de les dominer. Fréquemment également il y a échange d'actions entre diverses entreprises. Dans l'un et l'autre cas on est en présence de ce qu'on pourrait appeler « un agrandissement partiel ».

L'évolution de l'entreprise, ses agrandissements successifs, ont pour conséquence la spécialisation de ses organes. Dans tout corps supérieurement organisé, à chaque fonction correspond un organe distinct.

Les organes constitutifs d'une entreprise moderne sont si différents et d'une telle importance que chacun d'eux doit être spécialisé pour remplir entièrement sa fonction. La division de ces organes est d'autant plus poussée que l'entreprise est plus perfectionnée.

L'organisation technique et l'organisation commerciale deviennent de plus en plus distinctes.

Au point de vue financier, l'entreprise moderne nécessite et représente l'accumulation de capitaux considérables.

L'élément financier y prend donc une importance primordiale et pour répondre aux besoins de l'entreprise un organe distinct se constitue, l'organe financier.

En même temps que les organes se spécialisent, ils acquièrent une indépendance de plus en plus considérable et tendent vers l'autonomie, qui est le résultat final de l'évolution. Cette autonomie est la conséquence normale de l'importance qu'ont pris les organes de l'entreprise moderne et des buts spéciaux qui leur sont assignés.

Lorsque l'autonomie de l'organe financier est complète, il s'agit non seulement d'une indépendance d'organisation, mais d'une indépendance juridique.

Une personne morale distincte se constitue alors dans le but de satisfaire aux exigences financières d'entreprises qui ne conservent plus qu'une activité technique et commerciale. On a donné le nom de « holding company » ou de « société de participations » ou encore de « société de contrôle » à cette personne juridique qui représente la solution la plus avancée qui ait été donnée au problème de l'évolution de l'entreprise.

La holding Cy peut être non seulement la forme prise par une entreprise qui s'est considérablement accrue mais aussi celle adoptée par l'union d'entreprises distinctes. En effet notre époque assiste à un rapprochement des producteurs qui voient leur intérêt dans une limitation de

la concurrence réciproque et meurtrière qu'ils se font. Les liens unissant ces producteurs furent d'abord assez lâches puis devinrent de plus en plus étroits. Le résultat de ce mouvement de rapprochement fut souvent une fusion complète.

A un stade intermédiaire de cette évolution qui tend à la concentration, les entreprises, demeurant indépendantes, échangent parfois des actions et créent ainsi des communautés d'intérêts plus ou moins étroites qui atténuent les effets fâcheux d'une concurrence trop implacable.

Mais lorsque l'union d'entreprises distinctes prend une certaine autonomie et une individualité propre, elle est obligée de se constituer sous une forme moins lâche. Elle adopte alors fréquemment celle de la société de participations qui par ses nombreuses combinaisons peut s'adapter à toutes les circonstances, à toutes les nécessités.

La société de participations, organe spécialisé et autonome, ne présente pas seulement l'avantage de répondre aux exigences financières de l'entreprise moderne. C'est une forme juridique particulièrement heureuse pour les entreprises de grande envergure. Ces entreprises se rencontrent surtout aux Etats-Unis et c'est ce pays qui le premier édicta des lois pour lutter contre elles. L'un des buts des trusts américains était d'obtenir sur le marché un monopole déterminé et de se rendre ainsi maîtres de la fixation des prix. Les procédés qu'ils employèrent pour arriver à ce but furent souvent abusifs et même immoraux. Le législateur américain vit donc dans leur puissance un danger public. Les magnats de l'industrie américaine trouvèrent dans la holding Cy la forme à

donner à leurs entreprises pour éluder les dispositions légales. En effet les sociétés contrôlées par une holding Cy demeurent en apparence indépendantes. En fait elles ne le sont pas ; elles convergent aux mêmes fins, une volonté unique préside à leur destinée. Si juridiquement les sociétés contrôlées sont des personnes morales distinctes, économiquement elles forment une unité.

La holding Cy présente en outre le grand avantage de permettre à une entreprise de contrôler des sociétés situées dans des pays étrangers ; c'est alors un instrument de politique économique nationale. L'entreprise mère domine des sociétés étrangères juridiquement indépendantes mais qui économiquement lui sont soumises et peuvent être des facteurs d'expansion commerciale.

La création de sociétés d'exploitation à l'étranger permet également d'éviter les droits de douane qui frappent, souvent très lourdement, les produits exportés.

La politique fiscale des états n'a pas non plus été étrangère à la formation des holding Cies.

L'état moderne est pénétré d'idées démocratiques et égalitaires qui ont fortement influencé les lois fiscales. Il suffit de songer à l'impôt progressif et aux diverses classes de revenus établies par certaines lois, pour se rendre compte de l'esprit qui inspire les législations fiscales d'aujourd'hui.

La grande entreprise, qui nécessairement exige des capitaux considérables, a été frappée d'impôts extrêmement lourds. Elle a donc cherché une forme qui lui permette d'éviter une imposition par trop onéreuse et c'est dans la société de participations qu'elle l'a trouvée.

Cette forme de société permet à l'entreprise de placer son siège fiscal dans un état dont les lois d'impôts lui sont favorables. La holding Cy n'ayant pas d'activité industrielle ou commerciale directe peut en effet déplacer son domicile fiscal avec la plus grande facilité.

La société de participations rend en outre possibles certaines opérations financières qui rendent moins apparents les revenus des sociétés contrôlées en les faisant passer sous une forme dissimulée en mains de la société mère.

Enfin la holding Cy peut réduire son capital imposable dont la puissance est augmentée par le système de l'emboîtement (1).

En présence des sociétés de participations et des problèmes qu'elles soulèvent, les états ont commencé à édicter des normes de droit fiscal spéciales qui leur sont applicables. Il est en effet difficile d'appliquer à la holding Cy les dispositions relatives aux personnes morales en général ; elle présente trop de particularités qui lui sont propres pour être soumise aux mêmes règles.

Pour nous résumer, nous dirons que la grande entreprise prend actuellement de préférence la forme de société de participations, parce que c'est celle qui répond le mieux à ses exigences d'ordre économique, juridique et fiscal.

(1) Cf. p. 12.

PREMIÈRE PARTIE

LA HOLDING COMPANY

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE

L'action (1), et les qualités qui lui sont inhérentes, est à la base du principe des holding Cies et des omniums.

La caractéristique de l'action réside dans sa fongibilité et sa transmissibilité. La propriété d'une entreprise constituée en S. A. peut passer en d'autres mains par la simple vente des actions représentatives de son capital social.

(1) L'action, qui est une part d'associé dans une société anonyme, nous intéresse davantage que l'obligation qui est simplement représentative d'un prêt, une créance.

La nature juridique de l'action est très discutée. On s'est attaché à voir dans l'action un titre simple alors qu'en réalité les droits qu'elle constate sont de nature variable. L'action implique en général deux droits essentiels ; premièrement celui de participer aux bénéfices de la société : c'est le droit au dividende ; deuxièmement celui de participer à l'administration de la société : c'est le droit de vote.

Alors que la possession d'une seule action permet déjà de se mettre au courant des opérations et de la situation d'une entreprise, il suffit d'être propriétaire de la simple majorité des actions pour être en fait maître absolu de la société.

On voit facilement les conséquences qui découlent de ces considérations et les constructions juridiques qui s'en déduisent.

L'union *financière* de différentes sociétés, cette union n'étant pas de nature contractuelle, mais ayant pour base la propriété de titres, telle est la forme la plus récente de la concentration.

Pour arriver à cette union il suffit de créer, sous une forme quelconque, une société ayant pour but de *détenir* les actions constitutives du capital social des sociétés à réunir. Cette société c'est la holding Cy dont le nom vient du verbe anglais *to hold* qui signifie « tenir ». Le critère de la « holding Cy » c'est donc d'être une société dont le but est de « tenir » des actions.

La holding Cy n'exerce donc aucune activité industrielle ; son rôle se borne à contrôler d'autres sociétés, d'où le nom de « société de contrôle » qu'on lui donne fréquemment. Il arrive souvent qu'une société qui exerce par elle-même une activité industrielle, détienne en même temps un certain nombre d'actions d'autres sociétés. Faut-il donc classer cette société parmi les holding Cies ? M. le Dr Toggweiler (1) considère comme

(1) Toggweiler. *Die Holding Cy in der Schweiz*, p. 14.

Cet ouvrage est composé de deux parties essentielles. La première

holding Cy toute société qui a placé ses moyens uniquement ou en majeure partie en valeurs mobilières. Pratiquement, selon cet auteur, une société dont les moyens sont placés jusqu'à concurrence du 70 0/0 en titres, est encore une holding Cy. Le critère indiqué par M. Toggweiler nous paraît parfaitement admissible.

Il faut également distinguer des holding Cies qui se bornent à contrôler d'autres sociétés, les holding Cies qui se livrent à certaines opérations commerciales. Ainsi, comme nous aurons l'occasion de le voir, il n'est pas rare que certaines sociétés de participations passent des contrats de commission ou de mandat, sortant ainsi du domaine de la pure gestion de titres.

Il n'est pas nécessaire à la holding Cy de détenir la totalité des actions des sociétés qu'elle veut contrôler ; théoriquement il lui suffit d'en posséder la majorité pour en faire les instruments absolus de sa volonté ; pratiquement cette majorité de 51 0/0 n'est même pas toujours nécessaire. En effet beaucoup d'actionnaires ne font pas usage de leur droit de vote ; mais il faut prendre garde de ne pas trop compter sur cet élément ; lorsque la société passe par une crise les assemblées sont toujours plus fréquentées qu'en temps normal. D'autre part il peut arri-

est consacrée à la théorie de la holding Cy. M. Toggweiler y étudie les motifs de la création de la holding Cy, les principes qu'elle sous-tend, les effets économiques qu'elle provoque.

Dans la deuxième partie, de beaucoup la plus considérable, l'auteur examine l'histoire et le développement économique de la holding Cy en Suisse ; il y donne de nombreux renseignements sur la plupart des sociétés de contrôle suisses.

ver que d'après les dispositions statutaires toutes les espèces d'actions n'aient pas le même droit de vote.

L'article 640 C. O. S. stipule que les actionnaires exercent leur droit de vote dans l'assemblée générale proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent. Le statut juridique des actions à droit de vote privilégié ne peut être déduit, en droit suisse, que de cette seule disposition.

Même si l'on admet qu'elle interdit le vote plural ou privilégié, ce que personnellement nous ne pensons pas, rien n'est plus facile que de l'introduire dans une société anonyme en créant des séries d'actions de valeur différente, ce qui est en tous cas légal.

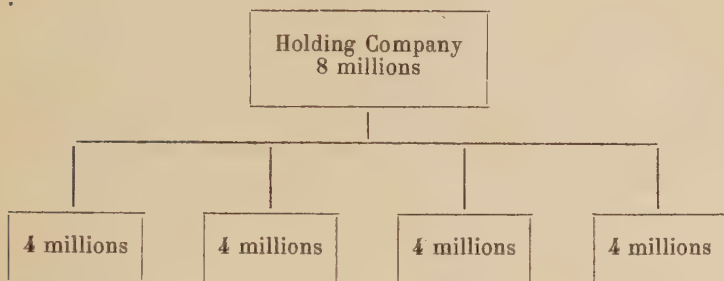
On établit par exemple une série d'actions de 1.000 fr. et une autre de 100 francs, chacun de ces titres ayant droit à une voix. L'actionnaire qui possède dix actions de 100 francs, détient dix voix, tandis qu'avec le même capital, celui qui a une seule action de 1.000 francs n'a qu'une voix.

Les sociétés de contrôle ont souvent recours à ce procédé pour conserver leur domination sur des filiales au sein desquelles tentent de pénétrer d'autres sociétés.

Elles conservent ainsi leur hégémonie, sans y investir de nouveaux capitaux.

C'est donc avec un capital relativement restreint, que la holding Cy contrôle un ensemble de sociétés dont elle ne possède qu'une partie des actions.

Le chéma suivant donne une idée claire du principe de la participation.

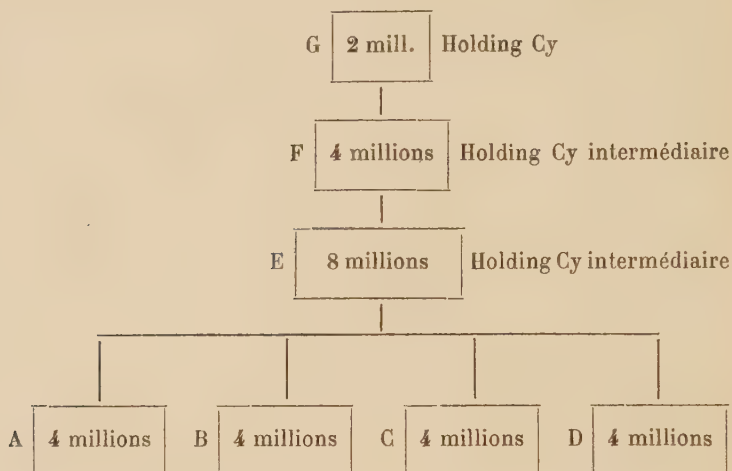


On n'a pas tenu compte dans ce chéma de l'action que possède en sus de la moitié la société de participations dans chacune des sociétés contrôlées et qui lui donne la majorité absolue des voix ; cette action n'a en effet qu'une valeur théorique.

Le principe de la participation, qui prend d'ailleurs, comme nous le verrons, des formes très diverses, peut être poussé beaucoup plus loin.

Les sociétés contrôlées peuvent l'être indirectement au moyen d'une ou plusieurs holding Cies intermédiaires. Le capital nécessaire au contrôle est ainsi encore davantage réduit. C'est le principe de l'*emboîtement*.

La société G. domine indirectement avec un capital de 2 millions quatre sociétés A, B, C, D, dont chacune a un capital actions de 4 millions.



La société anonyme permet des combinaisons très diverses entre sociétés qui peuvent ainsi être réunies plus ou moins directement et se pénétrer parfois l'une l'autre.

CHAPITRE II

TERMINOLOGIE

Le principe de la substitution de titres est aussi à la base des sociétés dénommées « omniums », qui se distinguent nettement, par le but poursuivi et les moyens employés, des holding Cies.

M. Georges Rambert définit l'omnium : « une société dont l'actif est un portefeuille de titres de placement (1). Son but est un placement judicieux, présentant un minimum de risques et assurant un revenu appréciable. Il ne tend donc nullement à obtenir un contrôle sur des entreprises filiales ; le droit de vote n'ayant pas pour lui la même importance que pour la holding Cy, son portefeuille est constitué aussi bien d'obligations que d'actions. La répartition du risque financier, par opposition au risque industriel, le choix rationnel des titres et leur administra-

(1) Georges Rambert. *Les sociétés de participations et la société anonyme*, p. 9. M. Rambert étudie dans cet ouvrage la structure juridique de la société de participations et plus spécialement les effets de la substitution de titres. Il y développe le point de vue qu'il n'y a plus de différence fondamentale entre actionnaire et obligataire dans les conditions actuelles du financement de la société anonyme.

tion, sont les raisons essentielles de la constitution de l'omnium.

Alors que la holding Cy garde, dans son portefeuille, les actions des sociétés filiales, afin d'obtenir un contrôle durable et permanent, les titres que possède l'omnium changent fréquemment. Seuls leur rendement et leur sécurité sont importants pour lui. Certaines sociétés sont à la fois holding Cy et omnium, ainsi la S. A. Import et Export Maatschappij « Oranje Nassau », fondée à La Haye en janvier 1924.

L'expression française « société de contrôle » indique très bien le but poursuivi par la holding Cy.

Quant aux termes « société financière » et « société de participations », ils sont pris l'un et l'autre dans des sens différents.

D'après Lauchenaer, la société financière (Finanzierungsgesellschaft) a pour but de créer des entreprises en les finançant ; la société de participations (Beteiligungsgesellschaft) s'intéresse à des entreprises existantes (1).

La société financière participe généralement à des entreprises situées dans des pays lointains et leur procure des capitaux.

La banque-trust est une organisation au service d'un grand concern auquel elle fournit les moyens financiers nécessaires.

Très souvent société financière, société de participations, et omniums sont employés comme synonymes.

Il serait préférable de n'employer les mots « société de

(1) Lauchenaer. *Die Holding Company*

participations » que pour désigner la holding Cy, comme l'ont fait certains auteurs. Le terme « participation » indique en effet plus que la simple possession de certains titres d'une entreprise déterminée ; il implique une part effective prise dans l'administration de cette entreprise.

CHAPITRE III

ORIGINE ET HISTORIQUE DE LA HOLDING COMPANY

L'évolution générale tendant à la concentration a été beaucoup plus rapide en Amérique que sur l'ancien continent.

Ce phénomène s'explique fort bien par des raisons d'économie nationale. L'industrie s'est développée en Amérique avec une extraordinaire rapidité ; d'énormes capitaux lui ont été immédiatement nécessaires ; seule la société anonyme pouvait les lui fournir.

En Europe, l'entreprise non constituée sous forme de personne morale est beaucoup plus solidement établie qu'aux Etats-Unis ; or elle se prête moins bien que la société anonyme aux combinaisons et amalgamations.

Il faut aussi relever que le sentiment d'indépendance est plus vivace chez nos industriels qui ont peine à abdiquer leur liberté pour certains avantages pécuniaires.

En outre certains Etats d'Amérique ont grandement facilité la création des sociétés anonymes en simplifiant les dispositions légales relatives à leur formation. Ces brèves remarques feront facilement comprendre que les Etats-Unis étaient un terrain favorable à la concentration.

Cette concentration devait prendre de préférence, après certains tâtonnements, la forme de la holding Cy.

Dès 1895 la plupart des anciens trusts se constituèrent aux Etats-Unis sous cette forme. La raison en est essentiellement juridique ; il s'agissait d'éviter les dispositions du Sherman Act qui frappaient les coalitions d'industriels sous leur ancienne forme.

Alors que certains Etats se montraient hostiles aux holding Cies, d'autres, au contraire, les favorisèrent en stipulant expressément dans leur législation que les associations qui possèdent des actions de sociétés nationales et étrangères sans avoir d'activité industrielle ou commerciale directe sont licites. Le New-Jersey fit preuve d'une clémence toute particulière. C'est la raison pour laquelle Rockefeller y fonda en 1899 la « Standard Oil Co ».

De 1910 à 1914 les holding Cies furent vivement attaquées ; les dispositions du Sherman Act leur furent appliquées à la suite d'une nouvelle interprétation de son texte ; cette interprétation fut confirmée par le Clayton Anti-Trust Act.

La guerre mondiale suspendit la lutte contre les coalitions. On se rendit compte qu'elles étaient une force dont on ne pouvait pas se passer. Aussi en 1918, le Webb-Bill changea-t-il toute la politique pratiquée durant vingt ans par le gouvernement des Etats-Unis ; les combinaisons sont dorénavant permises lorsqu'elles servent à l'exportation.

Liefmann (1) indique la Pennsylvania Company comme l'une des plus anciennes holding Cies. En 1880 déjà,

(1) Liefmann, *Cartells et Trusts* (éd. fr.), p. 146.

l'American Bell Telephone acquière les actions d'un grand nombre de sous-sociétés.

Dans la dernière décade du siècle passé on recourut d'une façon générale au système de la société de contrôle pour mettre sous la direction d'une volonté unique plusieurs entreprises qui elles-mêmes étaient parfois constituées sous forme d'associations. La « Standard Oil Company of New-Jersey » est l'une des plus anciennes holding Cies de grande envergure. Ses ramifications s'étendent sur le monde entier ; elle contrôle environ 90 0/0 de la production américaine. Cette importante société, qui a placé son siège à New-Jersey pour des raisons fiscales, a acquis des participations importantes dans plusieurs autres industries, particulièrement dans celles du cuivre, du zinc et du plomb.

« L'U. S. Steel corporation », communément appelée Trust de l'acier, est l'association de contrôle la plus importante qui existe. Elle s'est fondée en 1901 par la réunion de plusieurs sociétés industrielles qui elles-mêmes avaient déjà le caractère de trusts ou de sociétés de contrôle. C'est ainsi que la Federal Company, l'une des sociétés associées, avait chargé la banque J. P. Morgan d'acquérir pour elle au moins les deux tiers des actions des sociétés qu'elle voulait dominer.

Ce trust ne possède pas à proprement parler un monopole. Ses succès ne seraient dus qu'au degré de concentration industrielle et commerciale réalisé. Il ne livre, en effet, que le 60 0/0 de la production de l'acier des Etats-Unis. Il n'en est pas moins vrai qu'il exerce une action prépondérante sur le marché.

En Angleterre, dès 1838, Bell frères et Dorman, Long et Cie créèrent une communauté d'intérêts pour éviter de se faire une trop grande concurrence dans le domaine de l'industrie métallurgique.

En Suisse les holding Cies et omniums sont actuellement très nombreux, bien que cette forme de société ne se soit guère développée dans notre pays que depuis l'année 1910. On n'en compte actuellement pas moins de 283. Les sommes constituant leurs capitaux sociaux, dépassent, et de beaucoup, le milliard. Si ces sociétés s'établissent volontiers en Suisse, c'est qu'elles y trouvent de nombreux avantages. Elles y profitent de la neutralité politique de la Confédération suisse, de sa situation géographique centrale et de sa richesse en capitaux ; la stabilité de la monnaie suisse est aussi un élément important pour elles, ainsi que les privilèges fiscaux créés en leur faveur par certains cantons.

M. Toggweiler (1) donne une statistique complète des sociétés de contrôle domiciliées en Suisse. M. Rambert (2) indique également les raisons sociales de 35 holding Cies et omniums suisses dont le capital social atteint ou dépasse 10 millions (3).

Parmi les plus anciennes sociétés suisses qui se soient occupées de participations, Toggweiler cite la « Compagnie genevoise de l'industrie du gaz S. A. » dont l'activité remonte à 1861, la Banque des chemins de fer orientaux,

(1) Cf. note, p. 8.

(2) Cf. note, p. 13.

(3) Georges Rambert. *Les sociétés de participations et la société anonyme*, p. 19.

fondée en 1890 à Zurich, la Société financière franco-suisse, datant de 1892 (1).

Les sociétés les plus récentes, sont « la Banque générale pour l'industrie électrique », fondée à Genève le 3 février 1927 et la « Société holding Ebauches S. A. » fondée à Neuchâtel au début de l'année 1927 également. Cette dernière détient la totalité des actions des Sociétés Fontainemelon, Michel et Schild (2); elle a englobé, peu après sa fondation, d'autres fabriques d'ébauches de moindre importance.

Au mois de septembre 1927, « Celta Holding Gesellschaft », Bâle, a été créée avec un capital-actions de 750.000 francs; elle a pour but l'acquisition de participations dans des sociétés de l'industrie de la soie artificielle (3).

Certaines des holding Cies ayant leur siège en Suisse, contrôlent uniquement des entreprises suisses, la plupart des entreprises suisses et étrangères; parmi elles, s'en trouvent aussi qui n'ont que leur domicile sur notre territoire (*Sitzgesellschaft*.)

(1) Toggweiler. *Die Holding Cy in der Schweiz*, p. 53.

(2) *Bulletin financier suisse* des 7 et 14 janvier 1927.

(3) *Bulletin de la société de banque suisse*, n° 9, 1927.

CHAPITRE IV

AVANTAGES ET RAISONS D'ÊTRE DE LA HOLDING COMPANY

La holding Cy est une institution complexe et les buts qu'elle poursuit peuvent être très divers également.

La société de contrôle a parfois pour but d'obtenir un monopole déterminé, mais c'est là une simple possibilité et non une règle générale. Toute concurrence est en fait supprimée entre les sociétés contrôlées; une même volonté les anime toutes, elles convergent au même but. Les effets économiques d'une semblable union sont considérables, puisqu'elle a pour base la propriété et non un contrat auquel il est toujours possible de commettre des infractions comme c'est le cas pour les cartells. Souvent cependant une holding Cy groupe des sociétés qui n'ont pas un but identique mais simplement analogue. Des entreprises combinées industriellement peuvent ainsi avoir des intérêts l'une dans l'autre et le phénomène d'intégration, si typique de l'économie moderne, se produire financièrement.

Les entreprises contrôlées se trouvent aussi fréquemment dans des pays différents, parfois lointains les uns des autres, ce qui rend la création d'un monopole difficile et

montre clairement qu'il ne constitue généralement pas le but poursuivi. Il est vrai que le principe de la participation permet d'avoir une influence considérable, dans une industrie déterminée, avec un capital relativement peu important; grâce au système de l'emboîtement et des sociétés filles et petites filles, il est possible de dominer de nombreuses entreprises et de supprimer entre elles toute concurrence, même si en apparence, elles continuent d'être rivales.

Mais la holding Cy a des raisons d'être amplement suffisantes en dehors de toute idée de monopole.

C'est une forme supérieure, particulièrement souple et puissante, de concentration.

L'administration et la gestion financière des sociétés contrôlées est unifiée; il en résulte une réduction notable des frais.

Si l'une des filiales contrôlées se trouve dans une mauvaise position financière, passe par une crise, la holding Cy en souffrira moins puisqu'elle a des intérêts dans d'autres sociétés; il s'opère ainsi un certain équilibre, une certaine compensation entre le résultat d'entreprises dont certaines sont prospères alors que d'autres, peut-être, ne le sont pas. C'est « la répartition des risques » qui a pour conséquence la stabilisation du revenu.

Une entreprise peut avoir de lointaines ramifications, s'étendre dans des pays très divers, grâce au système des participations. C'est le moyen le plus simple, le plus économique, de dominer des entreprises dont on ne pourrait se rendre maître, sans recourir à la société de contrôle, qu'en en devenant propriétaire purement et simplement,

ce qui est plus compliqué, plus coûteux et dans la plupart des cas, pratiquement irréalisable.

Les sociétés filiales situées à l'étranger sont constituées sous la forme de sociétés autonomes et indépendantes; elles sont ainsi placées juridiquement et en fait dans la même position que les sociétés nationales du pays où elles se trouvent.

Ces sociétés s'adresseront en outre, pour leurs commandes, à la maison mère et contribueront ainsi à développer l'industrie nationale.

On constate, dans l'industrie suisse, une forte tendance à l'émigration; elle se rapproche, en effet, des centres de production de la matière première et des marchés qui sont ses débouchés. Il est donc très important pour la Suisse de conserver certains liens avec les usines créées à l'étranger; la holding Cy est un moyen particulièrement efficace de maintenir cet attachement.

Au point de vue national, la holding Cy présente en outre cet avantage que les capitaux investis dans les filiales ne sont pas perdus pour le pays. Les actions représentatives de ces capitaux sont en effet la propriété de la société mère qui y est domiciliée.

Mais cette constatation peut se retourner contre la Suisse, a-t-on fait remarquer; l'étranger disposant de plus de capitaux qu'elle, n'y a-t-il pas danger qu'il envahisse l'industrie suisse, en recourant à des sociétés de contrôle?

Cette remarque, juste en principe, n'est pas un argument contre la création de holding Cies, sur le territoire de la Confédération. Il faut, pour lutter contre l'étranger, employer les mêmes moyens dont il use lui-même.

D'ailleurs certaines dispositions légales sont destinées à protéger notre industrie et à en conserver le caractère national. Ainsi l'arrêté fédéral de 1919 a complété les articles 649, 676 chiffre 5, 695 et 705 al. 1, C. O. S. en stipulant que lorsque l'administration d'une société anonyme ou la direction d'une société coopérative se compose d'un seul membre, celui-ci doit être citoyen suisse domicilié en Suisse ; si elle se compose de plusieurs membres, la majorité de ceux-ci doivent être citoyens suisses domiciliés en Suisse. L'un au moins des citoyens suisses faisant partie de l'administration d'une société anonyme, doit avoir procuration pour représenter la société.

Techniquement la holding Cy n'a pas les mêmes effets qu'une fusion complète, mais cela ne veut pas dire qu'elle n'en ait pas. Ainsi une invention faite dans une usine peut immédiatement être appliquée dans une autre entreprise.

La spécialisation des organes, qui trouve sa plus haute expression dans la holding Cy, leur donne un rendement supérieur ; chacun d'eux est approprié à sa fonction.

M. Rambert relève l'importance primordiale conférée à ceux qui exercent l'activité sociale, soit la mise en évidence des facteurs intelligence et direction (1).

La holding Cy peut passer avec les sociétés filiales toutes espèces de conventions.

Les deux parties contractantes, sujets de droit distincts sont en effet animées d'une seule volonté, celle de la société de contrôle.

(1) Rambert. *Les sociétés de participations et la société anonyme*, p. 105.

Le facteur fiscalité comme nous l'avons indiqué dans notre introduction entre enfin parfois en considération, lors de la constitution de holding Cies. Une société qui n'exerce par elle-même aucune activité industrielle et qui contrôle des entreprises situées à des endroits très divers, peut, en principe, placer son siège social, à un endroit où les lois fiscales lui sont particulièrement favorables.

Or, en Suisse, l'impôt fédéral de guerre extraordinaire mis à part, ces lois varient d'un canton à l'autre, comme en Amérique d'Etat à Etat.

La forme de la société de contrôle permet aussi certaines opérations destinées à diminuer le montant des charges fiscales qu'une entreprise doit supporter.

CHAPITRE V

FORME JURIDIQUE DE LA HOLDING COMPANY

Au point de vue juridique, la holding Cy est généralement une société anonyme ; mais il arrive aussi que ce soit une société coopérative ; en principe n'importe quelle personne morale, même une association, peut faire les opérations d'une société de contrôle.

La société en commandite, la société en nom collectif, peuvent également être des sociétés de participations, alors que ni l'une ni l'autre n'ont, en droit suisse, la personnalité juridique.

Les sociétés contrôlées peuvent être constituées sous n'importe quelle forme, pourvu qu'il soit possible à la holding Cy de s'y intéresser en prenant part à son administration. Mais, dans la pratique, la forme de société anonyme est de beaucoup la plus courante ; la participation y est réalisée par la possession de titres.

La masse des petits actionnaires des sociétés contrôlées perd tout pouvoir sur les décisions des assemblées générales. Par un habile système de représentation ou de remise momentanée des titres, à des banquiers ou aux administrateurs de la société de contrôle par exemple, il est toujours possible d'éluder les dispositions légales des-

tinées à brider la puissance des grands actionnaires. Tous les juristes considèrent l'article 640, al. 2 C. O. S., comme sans effet aucun dans la pratique.

M. Rambert démontre très bien, qu'en fait, l'actionnaire de sociétés contrôlées ou de holding Cies intermédiaires se trouve dans la même situation qu'un obligataire, sans avoir autant de garanties (1).

(1) G. Rambert. *Les sociétés de participations et la société anonyme*, p. 88.

DEUXIÈME PARTIE

L'IMPOSITION DE LA HOLDING COMPANY

CHAPITRE PREMIER

PROBLÈMES SOULEVÉS PAR LA QUESTION DE L'IMPOSITION DES HOLDING COMPANIES

§ 1^{er}. — En général.

Les indications données sur la structure des sociétés de contrôle permettent de se rendre compte combien est compliquée la question de leur imposition.

Les solutions du droit positif fiscal ne font souvent mine que d'expédients et ne se justifient juridiquement qu'assez mal. Il était difficile d'adapter les normes généralement admises, en matière d'impôt, à ces combinaisons nouvellement issues de l'économie moderne.

Il y eut une période de tâtonnements, puis les droits cantonaux adoptèrent des attitudes diverses, inspirées de considérations multiples et souvent divergentes.

L'Etat, en effet, dans ses lois fiscales, doit prendre en considération non seulement son propre intérêt, qui con-

siste à se procurer le plus de revenus possibles, mais aussi celui de l'économie nationale en général, qui souvent lui est opposé. En outre il est certains principes de droit, comme celui de l'interdiction de la double imposition, qui ne peuvent pas être ignorés.

C'est en se plaçant à ce triple point de vue que les législateurs cantonaux ont tenté de donner une solution à ce problème si difficile, tant théoriquement que pratiquement, de l'imposition des holding Cies.

Une holding Cy qui a un capital et des revenus déterminés, est composée de l'ensemble des sociétés constitutives, dont chacune a également un capital et des revenus déterminés. Les revenus de la holding Cy se composent, parfois uniquement, parfois entre autres, de la somme des revenus des sociétés contrôlées.

Son actif est constitué par l'ensemble de ses participations, autrement dit par le capital-actions de chacune des entreprises dominées ou par une partie de ce capital.

Les sociétés contrôlées sont des sujets de droit indépendants et comme telles imposables.

D'autre part la holding Cy est également un sujet de droit et par conséquent aussi soumise à l'impôt. On est donc en présence de deux ou plusieurs sujets fiscaux distincts ayant le même capital et les mêmes revenus.

Dans le cas d'une société anonyme ordinaire, il y a déjà parfois, selon les législations, deux personnes imposées pour les mêmes sommes, la société comme telle et l'individu qui détient ses actions. Le Tribunal Fédéral n'admet pas que cette taxation soit contraire à l'article 46, al. 2 Const. fed.

Ce n'est pas l'objet de l'impôt d'après cette jurisprudence qui doit être pris en considération, pour savoir s'il y a double imposition, mais son sujet.

Lorsqu'il s'agit d'une société de contrôle, il y a donc possibilité de triple ou même quadruple imposition des mêmes sommes.

La situation ainsi créée se complique du fait que le for fiscal de chacune des sociétés constitutives est à un endroit différent et ne correspond pas au for fiscal de la holding Cy. Si certains sièges sociaux sont à l'étranger, le problème devient encore plus difficile à résoudre. Cette question de répartition géographique s'oppose à une simplification à laquelle il serait peut-être possible d'arriver, si l'on était en présence d'une seule législation. Mais on conçoit qu'aucun des états souverains, dont les législations entrent en jeu, ne consente facilement à renoncer à imposer certains revenus pour la raison qu'ils sont déjà imposés dans un autre état. Il est donc difficile, dans l'état actuel des choses, de trouver une norme unique, d'après laquelle il serait possible d'imposer, d'une façon identique et rationnelle, les holding Cies.

Une autre difficulté résulte de la non identité des sociétés de contrôle ; elles diffèrent en effet profondément les unes des autres par leur but, leurs moyens, leur construction juridique.

Les revenus d'une même holding Cy, *a fortiori* de holding Cies différentes, peuvent être de nature très diverse. Il serait injuste et anormal de les considérer comme tous semblables au point de vue fiscal. On conçoit dès lors

qu'on ne peut pas établir une règle unique pour imposer toutes les espèces de sociétés de contrôle.

Mais d'autre part la casuistique légale est un danger encore plus grand, si l'on peut dire. Le législateur est donc réduit à fixer certaines normes générales en se confiant, pour leur interprétation, si souvent nécessaire, aux autorités compétentes ayant à les appliquer.

C'est uniquement à l'égard des revenus de holding Cies provenant du bénéfice net de sociétés contrôlées, que le législateur doit adopter une attitude spéciale.

Dans le cas de la société de contrôle mixte, il faut distinguer des revenus de participations ceux qui proviennent de l'activité industrielle de l'entreprise. Ces derniers étant en effet le produit d'opérations industrielles et commerciales ordinaires, sont assimilables aux bénéfices de n'importe quelle autre société. C'est ainsi que si une holding Cy agit comme commissionnaire, les commissions réalisées par elle doivent être imposées normalement.

Les bénéfices d'un omnium qui résultent d'opérations financières sont identiques, par leur nature, aux revenus qui proviennent de n'importe quelle vente ou achat, et il n'y a pas lieu de leur faire une situation privilégiée au point de vue imposition. Il s'agit là d'une activité commerciale ordinaire, ayant pour objet la spéculation sur des titres.

S'il n'y avait aucun privilège fiscal en faveur des holding Cies, la forme de la société de contrôle serait déplorable et rapidement abandonnée. Les conséquences économiques d'une semblable intransigeance seraient

très malheureuses, puisque, comme nous l'avons vu, la holding Cy répond aux exigences actuelles de l'industrie et de la finance.

Comme l'impôt sur le bénéfice est souvent progressif, si les holding Cies étaient soumises aux normes habituelles du droit fiscal, le taux de leur imposition serait très élevé.

D'autre part si l'on frappe ce complexe qu'est une société de contrôle, on impose ainsi indirectement certaines entreprises contrôlées qui devraient peut-être ne payer aucun impôt sur le bénéfice, parce que déficitaires.

L'interprétation donnée par les tribunaux au principe constitutionnel de l'interdiction de la double imposition, nous paraît être par trop restrictive.

Selon nous, ce qu'il faut empêcher, c'est que le même capital et le même revenu, ne soient imposés deux fois. Se placer uniquement au point de vue subjectif n'est pas rationnel, l'élément d'objet étant essentiel. Dans la plupart des cas, si une personne n'est pas imposée à double, il en est de même de son capital et de son revenu. C'est ce qui explique la rédaction de l'article constitutionnel. Mais l'intention du législateur était certainement de protéger le citoyen « quant à ses biens » autrement dit, ses biens eux-mêmes. Statuer une protection *in abstracto*, en quelque sorte personnelle, ne correspond, en l'espèce, à rien d'effectif. L'interdiction de la double imposition doit être considérée comme une garantie de la propriété, comme la sauvegarde d'un droit réel.

Nous estimons donc qu'il y a de sérieuses raisons juridiques, principe de l'interdiction de la double imposition

considéré selon l'esprit de la loi, et économiques, maintien de la forme de la société de contrôle, qui militent en faveur de la non-imposition des revenus de la holding Cy lorsqu'elle fonctionne comme organe de transmission des bénéfices.

La question de l'imposition du capital de la holding Cy est tout aussi délicate que celle de ses revenus. La plupart des législations qui exonèrent de l'impôt les bénéfices de la société de contrôle, frappent son capital, d'un taux minime d'ailleurs le plus souvent. Il semble donc que le raisonnement que nous venons de faire ne trouve plus ici sa valeur et que d'autres considérations entrent en ligne de compte.

Pourtant les actions de la holding Cy étant substituées à celles des sociétés contrôlées, son capital étant placé en participations, il paraît à première vue qu'on ne puisse pas frapper ce capital constitué par l'ensemble de capitaux-actions déjà imposés ou par des parties de ces capitaux, sans commettre une infraction au principe de l'interdiction de la double imposition.

Mais si cette façon de raisonner était strictement équitable et appliquée, il n'y aurait plus guère d'avantages pour un état à avoir sur son territoire le siège de nombreuses sociétés de participations puisqu'elles échapperaient totalement à son imposition. Il en résulterait une étrange conséquence : des personnes morales pourraient exister sans payer aucun impôt quelconque. Or si elles existent, c'est qu'elles ont une raison d'être, un avantage, parfois théorique seulement d'ailleurs, à se constituer sous cette forme. Cet avantage trouve son expression dans

une certaine « plus-value » et c'est cette plus-value qui peut être imposée sans qu'il y ait double imposition. Par exemple, mathématiquement, le cours des actions de la holding Cy devrait être égal au cours moyen des actions des sociétés contrôlées. Mais en fait, il se peut très bien qu'il n'en soit rien et que ce cours soit bien supérieur.

Le capital social de la société de contrôle peut être différent de la somme actuelle ou future de ses participations. Il lui suffit d'acheter ses titres à un cours particulièrement favorable qui pourra se relever dans la suite. Il y a donc ici un élément aléatoire qui intervient, ce que Toggweiler appelle « chances d'avenir » (1).

Le fait de la concentration réalisée par la combinaison a pour effet certains avantages dont la holding Cy profitera. Les financiers américains prévoient à tel point les résultats favorables de leurs combinaisons, lorsqu'ils lancent un trust, qu'ils les calculent, et émettent des actions pour un montant bien supérieur à la valeur réelle des entreprises rassemblées. Ils le font même souvent avec témérité et l'entreprise ainsi créée n'est pas viable parce que surcapitalisée (inflation du capital).

Le capital social de la holding Cy représente donc autre chose que la somme de ses participations. Il y intervient un élément difficilement déterminable mais qu'il n'y a pas moins lieu d'imposer.

Il s'agit donc de trouver un principe stable qui puisse s'appliquer à des faits essentiellement variables et incontrôlables.

(1) Toggweiler. *Die Holding Cy in der Schweiz*, p. 19.

La façon la plus simple de procéder, c'est de considérer que cette plus-value que réalise la combinaison varie en fonction du montant du capital social de la holding Cy.

C'est là une solution pratique, mais qui, évidemment, n'est pas toujours très rationnelle.

Lorsque la loi impose le capital d'une société de contrôle, elle ne l'impose pas comme tel mais comme représentatif des avantages et des résultats favorables, qui sont la conséquence de la concentration opérée. C'est pourquoi le taux d'imposition est généralement assez peu élevé, sans quoi il constituerait une véritable double imposition.

Economiquement, cette façon de procéder n'a pas d'inconvénients ; l'imposition légère du capital-actions n'empêchera pas les sociétés de contrôle de se constituer lorsque ce sera leur intérêt.

D'ailleurs il est important pour les états de favoriser au point de vue fiscal les sociétés de participations, ne serait-ce que pour attirer des capitaux étrangers et garder les capitaux nationaux, question vitale pour le marché financier national.

Notre façon de voir ne concorde pas, sur ce point là, avec celle de Rambert (1) qui considère qu'« économiquement, le dédoublement du capital est une fiction ». Si c'était vraiment le cas, il n'y aurait aucun avantage économique pour les holding Cies à se constituer. On ne peut évidemment pas parler de « dédoublement », notion

(1) Rambert. *Les sociétés de participations et la société anonyme*, p. 8.

quantitative qu'il est difficile de préciser. Mais il n'en est pas moins vrai que le phénomène de concentration financière a pour effet d'augmenter la force des capitaux engagés dans les diverses sociétés contrôlées. Le résultat qu'obtient la holding Cy est supérieur, en principe, à la somme des résultats qu'obtenaient les différentes sociétés contrôlées avant d'être réunies.

Ce point de vue apparaît particulièrement clairement lorsqu'on pousse les choses à l'extrême et qu'on considère une combinaison qui parvient à obtenir sur le marché un monopole déterminé. Ce seul fait du monopole représente, pour les différentes sociétés, un avantage considérable, une valeur effective et tangible, se traduisant par des revenus plus élevés. Il y a donc là un élément nouveau de nature économique qui doit être pris en considération. Cet élément, d'importance primordiale, constitue la raison d'être essentielle des sociétés de participations.

Ce qui a été exposé ne semble pas présenter de grandes difficultés pour le législateur qui pourrait établir assez aisément des normes imposant les sociétés de participations d'après les principes que nous venons de faire ressortir. Mais les réelles difficultés résident dans les combinaisons que permettent les holding Cies et qui tendent à diminuer leurs charges fiscales.

Dans les états où existe un impôt progressif, la société de contrôle est infiniment préférable, au point de vue des charges fiscales qu'elle a à supporter, au trust proprement dit. En effet, si l'impôt devait être payé sur un seul capital social de grande envergure, et sur un montant global de revenus, le taux d'imposition serait beaucoup plus

élevé qu'il ne l'est lorsqu'on est en présence de différentes sociétés à capitaux sociaux et revenus distincts, la holding Cy ayant son siège dans un pays lui accordant un privilège fiscal. L'opinion publique est en outre moins froissée par l'existence d'une société de contrôle, qui peut aisément se dissimuler, qu'elle ne l'est par celle d'un trust qui risquerait de se heurter au sentiment public. En agissant ainsi, la société de participation profite de la loi sans rien commettre d'illégal. Par contre, les holding Cies emploient parfois certains procédés, destinés à diminuer leurs charges fiscales, qui sont très discutables.

Les relations financières de la holding Cy avec les sociétés contrôlées ont en général pour but de dégrever dans la plus large mesure possible les revenus de ces dernières, de réduire leurs bénéfices; les capitaux sociaux de ces sociétés dominées seront également aussi minimes que faire se peut.

Les moyens financiers et les revenus de la société de participations en seront d'autant augmentés, mais cela est sans grande importance, puisqu'à raison même de sa mobilité, elle peut placer son siège social dans un état dont les lois lui sont favorables.

Ces combinaisons ne lèsent d'ailleurs pas seulement l'état, mais aussi dans le cas où la holding Cy ne possède pas la totalité des actions des sociétés contrôlées, les actionnaires de ces dernières qui assistent en spectateurs absolument passifs aux dispositions prises dans le but de faire passer directement les bénéfices de la société d'exploitation, à la société de contrôle. Ces opérations attei-

gnent dans une notable mesure les droits acquis des actionnaires, soit leur droit au dividende. Mais elles ne peuvent être attaquées en se basant sur les dispositions du code actuel des obligations. En effet ce n'est qu'indirectement qu'elles privent les actionnaires de dividendes, en absorbant le bénéfice qui existerait normalement. Si ces décisions, telles que nous les exposerons, sont votées régulièrement, elles ne sauraient être déclarées nulles par les tribunaux.

Les revenus qui échappent au fisc, échappent aux actionnaires des sociétés contrôlées.

La société d'exploitation est souvent constituée avec un capital minime, notoirement trop faible pour faire face à toute l'étendue de son activité.

Elle se procure les moyens financiers qui lui sont indispensablement nécessaires, en recourant à des emprunts. Il est une personne tout naturellement désignée pour lui faire ces prêts, c'est la holding Cy. Il va sans dire que ce n'est qu'à un intérêt très élevé que ces avances seront consenties.

Les charges de la société d'exploitation sont donc considérables ; la presque totalité des bénéfices est absorbée par le service d'intérêts.

Cette combinaison a deux conséquences directes.

La société contrôlée paye l'impôt sur un capital social très faible et ses revenus parviennent intacts à la société mère.

Ce procédé du « prêt » est couramment employé pour diminuer les charges fiscales des membres d'un « concern » et il peut l'être de façons très diverses.

Rambert (1) signale que des filiales masquent parfois leurs bénéfices en empruntant à la société mère au taux de 15 0/0 des sommes qui lui sont immédiatement rétrocédées au taux de 3 0/0.

Le capital-obligations est fréquemment beaucoup plus considérable que le capital-actions, et manque ainsi de garantie, les créances des obligataires n'étant pas couvertes par l'existence d'un capital-actions suffisant; le même procédé est parfois employé pour la constitution de la société de contrôle elle-même.

Des opérations financières peuvent aussi se faire directement d'une société contrôlée à l'autre.

Une filiale, dans une situation financière florissante, fait à une autre, dont la situation est critique, des prêts à un taux minime. La position de la holding Cy en est d'autant consolidée et certains revenus soustraits à l'imposition.

S'il y a simplement participations réciproques, et non holding Cy proprement dite, des opérations semblables peuvent se faire et il est possible d'obtenir un certain équilibre entre les revenus des différentes sociétés; les bénéfices, à la place d'être distribués en dividendes, sont transformés en disponibilités, afin de consolider la situation des entreprises en leur procurant de l'argent à un taux très bas, ce qui permet également d'étendre leur champ d'activité.

Dans quelle mesure les dispositions statutaires ne sont-elles pas encore ici lésées par ces prêts qui absorbent les

(1) G. Rambert. *Les sociétés de participations et la société anonyme*, p. 48.

bénéfices et permettent de pousser à ses extrêmes limites le but social, soit en créant de nouvelles exploitations, soit en s'intéressant à de nouvelles participations? Ces prêts empêchent, en effet, de se réaliser, les conditions prévues par les statuts pour qu'un dividende puisse être distribué.

Il ne nous appartient pas d'entrer dans le détail de cette question pour l'étude de laquelle nous renvoyons à l'ouvrage de Rambert déjà cité.

Lors du rachat de sociétés d'exploitation par une holding Cy des réserves cachées peuvent être constituées, la valeur de ces sociétés étant considérablement sous-estimée.

Il est possible de se livrer, sur le portefeuille d'une holding Cy, à des opérations identiques à celles qu'on pratique sur l'inventaire d'une société d'exploitation, le sur-estimant ou le sous-estimant selon les besoins de la cause et le but poursuivi. Il est vrai que lors de la constitution d'une « combinaison » on a tendance à surestimer la valeur des entreprises rachetées, pour faire un plus grand appel de fonds et rémunérer ainsi le travail de certaines personnes qui ont contribué à sa constitution.

Nous avons vu comment des opérations *financières* permettaient de dissimuler les bénéfices des sociétés contrôlées. Des opérations *commerciales*, entre les différentes sociétés, permettent d'arriver au même résultat.

Des contrats, en quelque sorte léonins, sont par exemple passés entre la société de contrôle et les sociétés d'exploitation, afin de favoriser la première.

Les bénéfices réalisés par les filiales parviennent à

la holding Cy sans être imposés, et la filiale elle-même ne semble faire aucune affaire rémunératrice.

Dans un contrat de vente par exemple, la holding Cy fonctionnant comme acheteur, le prix des produits livrés par l'entreprise contrôlée est fixé à leur coût de revient. La société mère, elle, les vend avec bénéfice par l'intermédiaire d'un bureau de vente. Mais cette seconde vente, où la holding Cy fonctionne comme vendeur, peut-être faite à une autre filiale, et le prix est alors très haut, de manière à faire passer ses bénéfices en mains de la société mère.

Ces opérations peuvent se faire facilement, et sont particulièrement intéressantes, lorsqu'une holding Cy réalise une intégration complète et suit, par l'intermédiaire de ses sociétés contrôlées, tous les stades de la fabrication d'un même objet. La société de participations fonctionne comme intermédiaire, faisant disparaître tous les bénéfices des sociétés avec lesquels elle traite.

Il va sans dire, qu'en dehors de tout phénomène d'intégration, la société de contrôle peut acheter des matières à un prix normal pour les vendre très cher à l'une de ses filiales.

Le contrat de vente est typique mais de nombreux autres rapports de droit peuvent exister entre la société de participations et les sociétés d'exploitation.

La holding Cy joue souvent le rôle de « commissionnaire » chargé de la vente des produits de sociétés filiales.

La société de contrôle peut ainsi toujours conclure des contrats qui lui sont favorables, puisque, bien qu'on soit

en présence de deux personnes juridiques, elles ne sont animées que par une seule et même volonté, celle de la holding Cy. C'est une situation analogue à celle où une société anonyme n'a plus qu'un seul actionnaire, possibilité admise par chacun aujourd'hui, et que cet actionnaire conclue avec elle.

Cette situation bien que se justifiant pleinement au point de vue juridique, ne manque pas d'être un peu troublante par ses conséquences.

§ II. — Domicile de droit civil et domicile fiscal. Jurisprudence.

L'article 56 du code civil suisse prévoit que le domicile des personnes morales est, sauf dispositions contraire des statuts, au siège de l'administration.

Les personnes juridiques peuvent donc élire domicile à un endroit où elles n'ont aucune activité quelconque, par une simple disposition statutaire.

Ce domicile de droit civil constitue-t-il un domicile fiscal? Autrement dit une personne morale doit-elle être imposée là où elle n'a qu'un siège formel?

Le Tribunal Fédéral a eu à répondre à cette question, tant au sujet de sociétés que de fondations ou de caisses de famille.

L'arrêt fondamental qui a fixé la jurisprudence du Tribunal Fédéral, est celui du 27 juin 1919, Colombus S. A. contre Argovie (1).

(1) T. F. 43, I, p. 190. *J. d. T.*, 1919, p. 634.

Dans cet arrêt, le Tribunal Fédéral dénie toute souveraineté fiscale au canton du siège social lorsque ce siège n'a été créé que pour la forme, tandis que toute l'activité de la société se déroule dans un autre canton où le siège social aurait dû être fixé normalement. Il revient ainsi sur sa jurisprudence antérieure où il avait admis en principe l'obligation de la personne morale de payer l'impôt au lieu où se trouve son siège *pro forma* tout en fixant à zéro, il est vrai, la cote d'impôt, étant donné qu'aucune activité ne s'exerce à cet endroit (1).

« Tandis que le domicile fiscal principal d'une personne physique coïncide toujours avec son domicile civil », admet le Tribunal Fédéral, « le domicile fiscal principal des personnes morales ne se confond avec leur domicile civil que lorsque le siège statutaire est en même temps le centre de l'activité de la personne morale. Si, par contre, le domicile civil, n'est en rapport avec aucune activité d'exploitation ou d'administration, celle-ci ayant pour théâtre un autre canton, la souveraineté fiscale appartiendra exclusivement à ce dernier canton. Il en sera ainsi même lorsque la personne morale ne possède nulle part en propre un bureau permanent, mais confie des travaux de correspondance et de comptabilité à un tiers, ce qui est habituellement le cas pour les sociétés financières (holding companies) dont le capital est constitué par les actions d'autres sociétés et dont l'activité consiste principalement à contrôler et influencer la marche de ces sociétés ».

(1) T. F., 44, I, p. 431. Société coopérative d'importation de l'industrie suisse des métaux contre Zurich.

Le Tribunal Fédéral reconnaît que « l'identification du domicile fiscal et du domicile civil se justifie pour les personnes physiques à raison de la circonstance que leur domicile civil ne dépend pas uniquement d'un facteur subjectif, mais qu'il est la conséquence juridique d'un état de fait objectif; par contre il refuse toute souveraineté fiscale au canton où une personne morale ne possède un domicile que pour la forme, et il l'attribue au canton où se trouve le siège effectif de l'activité sociale ».

« D'après le droit fiscal, le lieu du domicile d'impôts dépend des circonstances personnelles et économiques. Le domicile civil des personnes morales, qui dépend uniquement d'un acte formel, ne coïncide pas nécessairement avec le centre réel de l'activité sociale, bien que, dans la règle, il en soit ainsi. Il est inadmissible de dire que le domicile fiscal se trouve au lieu du siège de la personne juridique, lorsque le siège n'a qu'une importance extrinsèque, c'est-à-dire qu'il n'est en rapport avec aucune activité d'exploitation ou d'administration. Si l'on admettait une solution différente, on permettrait aux personnes juridiques de régler d'une manière artificielle sans rapport avec l'état de chose réel, leur position à l'égard du fisc ».

Dans un arrêt du 17 mai 1924, *S. A. Entreprises d'industries textiles contre Zurich* (1), le Tribunal Fédéral statue que « le domicile fiscal peut être déterminé par les cantons indépendamment des notions du droit fédéral en matière de domicile civil.

Les sociétés commerciales peuvent donc être imposées

(1) *J. d. T.*, 1925, p. 281.

dans le canton où elles sont administrées en fait, alors même qu'elles auraient leur siège social et seraient inscrites au registre du commerce dans un autre canton ».

Le Tribunal Fédéral établit absolument la même distinction entre domicile civil et domicile fiscal, lorsqu'il s'agit de fondations ou de caisses de familles (arrêt du 2 février 1924, Caisse de secours pour la famille Coulon contre le Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel (1)).

En présence de ces décisions, il ne paraît donc pas possible que les sociétés de participations aient un domicile fiscal purement fictif ; elles seraient sans cesse à la merci de décisions des autorités du canton où elles déploient effectivement leur activité.

Mais certaines dispositions d'ordre intérieur, pratiquement assez simples à prendre, permettront toujours aux sociétés de contrôle de se domicilier dans le canton où les lois fiscales leur sont favorables.

Le Tribunal Fédéral qui n'admet pas qu'il y ait double imposition lorsque les mêmes sommes sont imposées entre les mains de deux sujets de droit différents, a néanmoins pris parfois en considération l'élément économique d'un cas d'impôts, sans s'arrêter au facteur juridique. Dans un arrêt *Globus S. A. contre Zurich* (2), il estime que la pratique des autorités zurichoises selon laquelle, dans certaines circonstances, l'impôt immobilier peut être prélevé d'une autre personne que de celle inscrite dans le registre foncier comme propriétaire, pour autant que sa

(1) Arrêt non publié.

(2) T. F., 41, I, p. 360.

situation vis-à-vis de l'immeuble soit *économiquement* celle de propriétaire, n'est pas contraire à l'article 4, Const. féd.

Le Tribunal Fédéral va même plus loin dans l'affaire Honegger-Schellenberg contre Zurich et Zoug arrêt (1), du 11 décembre 1926, où il admet que lorsqu'une personne morale est constituée par une autre personne physique ou morale, dans le seul but d'éluder des impôts, les autorités fiscales peuvent sans arbitraire considérer la première comme inexistante et imposer la personne qui l'a créé, lorsque celle-ci apparaît, en fait, comme le véritable propriétaire des biens imposables.

Le Tribunal Fédéral s'était déjà auparavant placé au même point de vue, dans un arrêt relatif à l'imposition d'une société anonyme d'après le droit du canton de Nidwald (2).

Cette jurisprudence est donc contradictoire. Dans les trois arrêts que nous venons de citer, le Tribunal Fédéral a recherché le propriétaire de l'objet imposé en se plaçant au point de vue économique et non juridique, alors que dans les arrêts relatifs aux sociétés de participations, il ne considère que les sujets fiscaux sans s'arrêter au fait qu'il y a économiquement double imposition des mêmes sommes. Il faut admettre comme déterminant, ou l'élément subjectif, ou l'élément objectif, mais non pas l'un et l'autre tour à tour.

(1) *J. d. T.*, 1927, p. 167.

(2) *T. F.*, 32, I. p. 630.

CHAPITRE II

LE DROIT POSITIF

§ 1. — Droit comparé (1).

Il est intéressant d'avoir une notion de la façon dont les sociétés de participations sont imposées dans les pays voisins de la Suisse.

Le problème se pose, d'une façon générale, très différemment dans les autres Etats que dans le nôtre, les personnes morales y étant imposées selon d'autres principes.

En France, l'impôt général sur le revenu n'est perçu que des personnes physiques; les sociétés en sont exonérées.

Quant à l'impôt cédulaire, la loi prévoit que la holding Cy n'a pas à le payer sur le bénéfice pour lequel la société affiliée est déjà imposée.

La législation italienne est très semblable à celle de la France.

L'Allemagne évite l'imposition simultanée de l'actionnaire et de la société.

Les sociétés à but lucratif ne paient d'impôt ni sur la fortune ni sur le capital social.

(1) Rapport présenté à la conférence des directeurs cantonaux des finances les 14 et 15 septembre 1925, par M. H. Blau, directeur de l'Administration fédérale des contributions.

Une réglementation spéciale régit les sociétés emboîtées ; les holding Cies ne sont pas seules à en bénéficier, mais toute société à but lucratif qui participe au capital social d'une autre société, dans une mesure déterminée par la loi, en profite également.

Les holding Cies proprement dites sont en outre exonérées de l'impôt sur l'industrie.

L'Autriche possède une réglementation semblable à celle de l'Allemagne. Cependant il n'est accordé de privilège fiscal que si l'activité commerciale de la société mère et l'activité industrielle de la filiale se complètent.

L'Angleterre ne connaît pas l'imposition simultanée des actionnaires et de la société anonyme pour les bénéfices. L'impôt payé par la société anonyme est considéré comme prestation des actionnaires et déduit de leur bordereau d'impôt. Ainsi l'impôt payé par la société contrôlée est déduit de celui dont la société de participations doit s'acquitter ; les mêmes sommes ne sont pas imposées deux fois.

La plupart des pays ne connaissent pas de privilège fiscal en faveur des holding Cies et la majorité les traite comme n'importe quelle autre société.

§ II. — L'imposition des Holding Companies par les législations cantonales (1).

Nous ne pouvons nous occuper dans ce chapitre que des questions fiscales spécifiques aux holding Cies. Nous

(1) Nous donnons à la fin de notre étude un tableau récapitulant les modes d'imposition des holding Cies dans les différents cantons suisses.

ne ferons des incursions dans le domaine de l'imposition des sociétés anonymes en général que lorsque cela nous paraîtra absolument nécessaire pour la clarté et la précision de notre exposé.

Nous renonçons également, en principe du moins, à donner tous les taux d'imposition des différentes législations. Ces indications seraient longues et sans grand intérêt.

Les textes qui nous intéressent se trouvent tantôt dans des lois, tantôt dans des arrêtés d'exécution ou autres. Il y a lieu d'étudier parfois la jurisprudence et les décisions des autorités administratives.

Dans toute notre étude de droit comparé cantonal, nous nous efforcerons de ne considérer que les principes. Nous ne mentionnerons les dispositions de certains cantons qu'à titre indicatif, sans nous y arrêter, lorsqu'elles ne présentent rien de très caractéristique et sont identiques à d'autres que nous aurons déjà étudiées.

C'est en effet l'attitude théorique des législateurs qui nous intéresse avant tout ; de la comparaison des solutions qu'ils donnent au problème de l'imposition des holding Cies, il y a d'intéressantes conclusions à tirer. Il est utile de se rendre compte de quelles considérations les solutions procèdent, et des conséquences qu'elles ont pour les sociétés de participations et pour l'économie des différents cantons.

Nous voulons éviter de faire de l'étude des droits cantonaux une sèche énumération ; c'est en groupant les différents types de lois fiscales que nous y parviendrons le plus facilement.

Nous distinguons trois catégories principales de lois fiscales :

1. Lois sans dispositions spéciales aux holding Cies.
2. Lois qui calculent l'impôt qu'auraient à payer les holding Cies si elles étaient des sociétés ordinaires pour le réduire ensuite dans une mesure plus ou moins considérable.
3. Lois imposant les holding Cies d'après un taux fixe proportionnel réduit.

Certains cantons traitent les holding Cies absolument de la même façon que n'importe quelle autre société. Berne, Thurgovie, les deux Appenzell, Nidwald Obwald et Uri, n'ont aucune disposition particulière, dans leurs législations, relative aux sociétés de participations.

La loi fiscale schwyzoise, qui date de 1854, ne s'occupe naturellement pas des holding Cies, mais, dans ce canton, la pratique a admis certaines normes bien précises que nous aurons l'occasion d'étudier ultérieurement.

La loi sur l'impôt du canton de *Berne* est du 7 juillet 1918. Une revision est cependant déjà en préparation, mais il n'existe pas encore de projet et il est impossible pour le moment de se rendre compte des tendances de la loi future.

Les personnes morales sont imposées d'après les mêmes principes que les personnes physiques. Nous estimons que cette façon de faire n'est pas heureuse et ne correspond pas aux exigences de l'économie moderne. La situation d'une société est toute différente de celle d'un particu-

lier. Ainsi le capital social ne peut pas être considéré comme une fortune ; c'est un instrument de travail et si l'impôt progressif peut se justifier lorsqu'il s'agit d'individus, il n'en est pas de même pour un capital-actions, qui est déjà directement frappé par l'impôt sur le bénéfice.

L'impôt sur le bénéfice de sociétés doit avoir pour base le « rendement » c'est-à-dire le taux que forme le bénéfice par rapport au capital social. Il est injuste d'imposer identiquement un bénéfice déterminé s'il est obtenu avec un capital social de fr. 100.000 ou de fr. 500.000.

Il est donc indispensable d'imposer les personnes juridiques selon des normes spéciales. C'est ce qu'ont compris de nombreux cantons tels que Bâle Ville, Uri, Argovie, Genève, dont les uns ont des lois uniquement destinées aux personnes morales et dont les autres ont des chapitres spéciaux de leurs lois s'occupant de cette question. Plus particulièrement l'absence de dispositions sur les holding Cies et leur assimilation à une société ordinaire ne se justifie pas juridiquement pour les raisons exposées dans la précédente partie de notre travail. Cette lacune est en outre désastreuse, au point de vue fiscal, pour le canton lui-même, et a pour conséquence immédiate d'éloigner les sociétés de participations de son territoire.

La loi bernoise distingue deux espèces de revenus (Einkommen, art. 19), distinction qui correspond assez bien à la terminologie française de « ressources » et « revenus ». La première classe comprend en effet le produit du travail en général, et la deuxième, les revenus

des capitaux, sous n'importe quelle forme, ainsi que les bénéfices de spéculations. Il y a cependant une restriction assez importante à cette dernière disposition : le produit des fortunes imposées comme capital, dans le canton, est exonéré de l'impôt sur le revenu (art. 20, chiffre 1).

Le taux de l'impôt est fixé annuellement par le Grand Conseil qui détermine le multiple de la base légale, qui est de fr. 1,50 0/0 pour la 1^{re} classe et de fr. 2,50 0/0 pour la 2^e. La base de l'impôt sur la fortune est de 1 0/00. Les bénéfices de sociétés de participations font évidemment partie de la 2^e classe d'impôt et seraient ainsi lourdement frappés. En effet, comme seul tempérament aux dispositions légales, le Conseil d'Etat peut accorder des dégrèvements sur l'impôt sur les bénéfices pour des raisons d'économie nationale. C'est là une stipulation ne présentant aucune sécurité formelle et durable pour les sociétés établies dans le canton.

La seule disposition de la loi de 1918, vraiment propre aux sociétés et qui détermine ce qui doit être considéré comme leur bénéfice net, n'intéresse pas spécialement les holding Cies, absolument ignorées du droit bernois (art. 23).

Aucun arrêté, ni du Grand Conseil, ni du Conseil d'Etat, ne tempère la rigueur de la loi et les sociétés de participations se trouvent, dans ce canton, dans une fort mauvaise position fiscale, puisque la holding Cy, les sociétés contrôlées et l'actionnaire payent l'impôt sur les mêmes sommes.

Il y a lieu de considérer aussi l'impôt communal qui

est calculé sur les mêmes bases que l'impôt cantonal. Les holding Cies n'ont donc, jusqu'à une revision de la loi, aucun avantage quelconque à établir leur siège dans le canton de Berne. Certaines ont déjà fui ce canton peu hospitalier, ainsi la « Chocolat Tobler Holding Cy » qui s'est établie à Schaffhouse et « l'Ovomaltine S. A. » à Glaris.

La loi fiscale adoptée le 24 avril 1921 par la *Landsgemeinde* de *Nidwald* est peu favorable aux sociétés en général. L'impôt sur la fortune, progressif, est prélevé sur le capital social versé, les réserves et fonds semblables, sans déduction des dettes. Cette façon d'ignorer purement et simplement l'actif et le passif réels des sociétés ne se justifie ni juridiquement ni économiquement, bien qu'elle soit admise par le Tribunal Fédéral (1).

La législation du demi-canton *Obwald* est plus complète et moins sévère, bien que datant de 1908. L'impôt sur la fortune frappe le capital-actions versé et le fond de réserves sans déduction des dettes. Les pertes subies par le capital-actions peuvent être portées en déduction lorsque leur existence est prouvée. Pour le calcul de l'impôt sur le bénéfice, on déduit le montant annuel que forment les intérêts et les dividendes du capital qui est imposé dans le canton comme fortune, mais seulement dans la mesure où ce montant ne dépasse pas le 5 0/0 (loi modificative du 25 avril 1920) ; les intérêts des capitaux

(1) T. F. 40, I, 56.

dûs peuvent aussi être portés en déduction. La loi du canton d'Obwald admet donc que pour le calcul du bénéfice on déduise l'intérêt des sommes empruntées, mais n'admet pas, pour le calcul de la fortune imposable des sociétés, que l'on déduise les dettes contractées ; que faut-il admettre, dans ces conditions, pour les amortissements d'un capital emprunté ? La loi statue que les amortissements motivés selon l'usage peuvent être déduits.

S'il est assez facile de fixer un amortissement normal, lorsqu'on est en présence d'objets déterminés subissant généralement une usure sensiblement identique, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'amortir une somme d'argent, opération qui dépend essentiellement de la situation financière de celui qui procède aux amortissements. Il faudrait donc, selon nous, une disposition spéciale au remboursement des dettes.

La loi prévoit que le domicile fiscal des personnes juridiques se trouve à l'endroit où elles exercent leur activité, à leur domicile réel. Il n'est donc pas question de domicile statutaire. Cette disposition légale, excellente en elle-même parce qu'elle évite certaines contestations, n'est pas d'une grande utilité lorsqu'il s'agit de holding Cies qui n'exercent aucune activité industrielle quelconque. Par contre la question peut être embarrassante lorsqu'il s'agit de sociétés mixtes. Celles-ci ont leur siège fiscal, au sens de la loi d'Obwald, comme d'après la jurisprudence du Tribunal Fédéral, à l'endroit où elles exercent leur activité industrielle. La mobilité du siège social n'existe donc pas pour elles comme pour les holding Cies pures.

La loi fiscale du demi-canton *Appenzell Rhodes-externes*, date de 1897 ; elle est incomplète et ne contient que très peu de dispositions relatives aux sociétés. Le cas d'une holding Cy ne s'étant jamais présenté, les autorités fiscales n'ont pas eu à s'occuper de la question de savoir comment elle serait imposée. La révision de la loi de 1897 est à l'ordre du jour. En 1921 deux projets avaient été présentés à la Landsgemeinde ; l'un était une initiative du parti social-démocrate, l'autre le contre-projet du Conseil d'Etat. Ces deux projets qui comblaient les lacunes de la loi actuelle avaient une disposition identique sur les sociétés de participations ; nous l'étudierons avec le système spécial auquel elle se rattache.

Les deux projets ayant été rejetés le 24 avril 1921 par la Landsgemeinde, ils n'ont qu'une valeur indicative sur les tendances de la future loi fiscale ; relativement à l'imposition des sociétés de contrôle. Comme l'accord entre les deux projets était parfait sur le point particulier qui nous intéresse, et que le système préconisé est assez semblable à celui de nombreux autres cantons, il est probable que la disposition qui sera adoptée, ne s'en écartera pas beaucoup.

Appenzell Rhodes Intérieures a une loi fiscale assez laconique (12 octobre 1919), heureusement complétée par une ordonnance d'exécution détaillée. Cette ordonnance distingue nettement entre personnes juridiques et personnes physiques, ce que ne fait pas la loi elle-même.

Relativement au domicile des personnes morales, l'article 3 de la loi prévoit qu'une personne morale est domi-

ciliée — à défaut d'indication contraire des statuts — là où se trouve sa comptabilité. Cette disposition, qui montre une conception assez particulière du domicile fiscal, est dangereuse en ce sens que l'impôt communal variant d'un endroit à l'autre, il est facile de transporter le siège d'une société dans une commune où le taux de l'impôt est peu élevé.

Le capital-actions versé et les réserves sont considérés comme fortune des sociétés; du bénéfice on déduit le 4 1/2 0/0 du capital imposable ainsi que des fonds de réserves.

Malgré la distinction faite par l'ordonnance d'exécution, les personnes morales sont imposées sensiblement de la même manière que les personnes naturelles.

D'après la *loi thurgovienne* du 15 février 1898, les holding Cies sont imposées comme n'importe quelle autre société anonyme.

Mais cette loi incomplète n'a plus pour longtemps à vivre. En effet, le 1^{er} septembre 1926, un projet était soumis par le Conseil d'Etat au Grand Conseil et la Commission du Grand Conseil étudie actuellement la nouvelle loi qui est soumise à son approbation, et que nous examinerons avec le projet du canton d'*Uri*, malheureusement rejeté par la Landsgemeinde en 1926 et qui contenait un article 15 sur l'imposition des holding Cies, disposition manquant totalement dans la législation actuelle de ce canton.

Le canton de *Fribourg* a essayé de transiger entre

l'absence complète de dispositions spéciales aux sociétés de contrôle et un système précis et déterminé, applicable à toutes ces sociétés. L'article 31 de la loi du 7 mai 1927 prévoit que « le Conseil d'Etat peut soumettre à un régime de faveur, suivant le cas, tant pour les impôts communaux et paroissiaux, que pour l'impôt cantonal, les sociétés holding et les institutions qui n'auraient que leur siège dans le canton ».

Cette disposition a donné lieu à certaines discussions au sein du Grand Conseil fribourgeois ; chose curieuse, la question du régime de faveur des holding Cies a été posée sur le terrain de la morale, sans prendre en considération son côté juridique et économique.

Le Conseil d'Etat ne voulait établir un privilège en faveur des sociétés de participations que relativement à l'impôt cantonal.

La Commission spéciale nommée pour l'étude de la loi fiscale voulait l'introduire également pour l'impôt communal ; c'est son point de vue qui l'a emporté. La façon de voir de la Commission est évidemment la bonne, les impôts communaux étant souvent plus considérables que les impôts cantonaux.

L'attitude prise par le législateur fribourgeois en face des sociétés de participations n'est pas heureuse.

M. Roger de Diesbach s'en était rendu compte lors des discussions du projet de loi, et il avait réclamé, avec raison, la fixation d'un taux d'impôt précis.

Le commissaire du Gouvernement, M. Romain Chatton, directeur des finances, déclarait que le système préconisé

avait l'avantage d'être souple ; nous pensons qu'il ouvre la porte grande ouverte à l'arbitraire.

M. Oscar Genoud, rapporteur de la Commission, faisait valoir que « les holding Cies se différencient notablement les unes des autres ; il a paru difficile de fixer légalement en leur faveur un taux uniforme et on a préféré donner carte blanche au gouvernement ». L'esprit dans lequel a été conçue la disposition légale adoptée laisse donc supposer qu'il y aura différents régimes, selon les espèces de sociétés de participations. Nous ne voyons pas très bien d'après quoi se dirigera le gouvernement, en faisant usage de sa « carte blanche » pour différencier au point de vue fiscal les holding Cies.

L'argument que fait valoir le rapporteur pourrait exister pour tous les contribuables dont pas un ne se trouve dans une situation identique à celle de son voisin ; en ce qui concerne les sociétés anonymes ordinaires, chacun sait qu'elles se différencient profondément les unes des autres, ce qui n'a pas empêché le législateur d'établir des normes identiques pour toutes. En effet, le but d'une loi est de fixer des règles précises, de sorte que chacun sait exactement ce qu'elles sont, et non pas d'être large au point de laisser toute latitude au pouvoir exécutif. La casuistique qui résulterait de la disposition fribourgeoise ne manquerait pas d'être insupportable pour peu que de nombreuses holding Cies s'établissent dans le canton. Mais nous croyons que cette éventualité ne se présentera pas ; jamais de nombreuses sociétés de contrôle ne s'établiront dans le canton de Fribourg.

En effet on conçoit que de semblables sociétés ne s'aven-

tureront pas volontiers dans un canton qui leur donne si peu de garanties.

Il ne sera jamais très agréable à un Conseil d'administration de s'approcher du Conseil d'Etat fribourgeois pour « marchander », selon l'expression même de M. Romain Chatton, la quotité d'une contribution fiscale de faveur, alors que la loi ne donne même pas une base précise de discussion.

Une société de participations peut en outre changer de forme et de caractère au cours de son existence ; des modifications soit internes soit externes peuvent très facilement se produire ; quoi de plus normal et de plus fréquent que ces changements-là ! De nouveaux statuts, comportant par exemple un élargissement du but de la société, peuvent être votés en tous temps par la majorité qualifiée d'actionnaires. Dans ces conditions et logiquement, le Conseil d'Etat devra revoir le taux d'imposition de la holding Cy déterminée et selon les circonstances, il l'augmentera. Il n'y a donc aucune sécurité pour les sociétés de participations, qui ne pourront jamais se prévaloir de la loi et l'invoquer pour leur défense, puisque la loi ne prévoit rien et laisse toute latitude au Conseil d'Etat qui statue librement.

L'une des raisons d'être de la loi est de donner au contribuable la garantie que son imposition ne dépend pas de l'arbitraire des autorités fiscales, mais qu'elle est déterminée par une loi, qui le protège. L'article 31 de la loi fribourgeoise manque absolument à ce but.

On a aussi fait valoir en faveur de cette disposition, qu'il pouvait arriver que d'autres cantons modifient leur légis-

lation sur la question de l'imposition des sociétés de participations et leur offrent des conditions plus favorables que le canton de Fribourg. C'est un argument de droit comparé, mais avant tout de rivalité économique. Aucun législateur ne peut avoir la prétention de faire œuvre éternelle et, spécialement en matière fiscale, les changements de législations sont très fréquents ; en effet la question « imposition » est intimement liée à l'évolution économique, qui est elle-même très rapide. Mais ce n'est pas là une raison suffisante pour ne pas légiférer et s'en remettre entièrement au pouvoir exécutif.

Supposons qu'un autre canton adopte une disposition analogue à celle de l'état de Fribourg.

On aurait ainsi transporté sur le terrain des arrêtés d'exécution une lutte qui aurait dû se passer dans le domaine législatif. Mais nous sommes persuadés que dans cette lutte les cantons qui ont des dispositions précises dans leur législation seront toujours les plus forts parce qu'ils assurent aux sociétés des droits sanctionnés par la loi qu'elles pourront invoquer. Or l'élément de stabilité est de première importance pour une société dont l'activité est de caractère durable et permanent. Cette considération sera sûrement plus forte pour les holding Cies que l'appât que pourraient leur tendre certains cantons sous forme d'une espèce de transaction ou de contrat bilatéral, on ne voit pas très bien, notion absolument fausse en matière de droit fiscal.

Si le Grand Conseil fribourgeois craignait qu'un taux fixe manquât de souplesse, il pouvait, en tous cas, déter-

miner un principe général, choisir un taux de base par exemple, qui liât le Conseil d'Etat dans ses décisions.

Il est un groupe de cantons qui calculent l'impôt que devraient payer les holding Cies si on les considérait comme une société ordinaire, pour le réduire ensuite dans une mesure plus ou moins considérable. Les législations de ces cantons ne prévoient donc pas un régime absolument spécial pour les sociétés de participations puisque leur imposition dépend en premier lieu des normes applicables aux sociétés en général. Cette façon de faire n'est pas très rationnelle et semble être un compromis adopté par le législateur pour ne pas rompre trop brusquement avec la pratique antérieure. Les holding Cies sont un phénomène absolument récent auquel il ne faut pas tenter d'appliquer, dans une mesure simplement réduite, des règles établies pour des sociétés ayant leur exploitation propre. Juridiquement et économiquement, la situation de ces deux espèces de personnes morales est très différente, et à des cas non identiques, il y a lieu d'appliquer des règles différentes également.

En adoptant un régime d'impôt ordinaire, réduit pour les holding Cies, on laisse subsister les principes à la base de l'impôt des autres sociétés; on modère simplement la quotité de l'impôt qu'auraient à payer les sociétés de participations, la justification économique et juridique de cet impôt restant la même.

Les cantons se ralliant à ce système sont Soleure, Argovie, Schwytz, Lucerne, Vaud et le projet actuel de Thurgovie.

Le paragraphe 5 de l'ordonnance d'exécution de la *loi soleuroise* sur l'impôt direct du 17 mars 1895, modifiée par un arrêté du 21 juillet 1921, stipule que les sociétés dont le but statutaire et réel est de participer à des entreprises, par la possession d'actions, ne sont imposées que pour $\frac{1}{5}$ du montant de l'impôt obtenu d'après les dispositions de la présente loi. Ces sociétés ont à payer l'impôt en entier, dans la mesure où elles ont leur propre exploitation.

Cet article a l'avantage de distinguer entre holding Cies et sociétés mixtes, sans exclure entièrement ces dernières, comme le font certaines législations, du privilège fiscal accordé aux premières. Mais il a le grand inconvénient de laisser subsister tous les impôts qui chargent les sociétés ordinaires, en particulier l'impôt sur le revenu.

Le capital social, les réserves ainsi que tous les autres fonds sont considérés comme fortune des sociétés par actions. L'impôt sur le capital ainsi que l'impôt sur le revenu est progressif.

La loi du canton de Soleure n'étant déjà pas très rationnelle en ce qui concerne l'imposition des personnes morales, qu'elle assimile en fait aux personnes physiques, l'article 5 de l'ordonnance d'exécution reporte tous ces inconvénients dans le domaine de l'imposition des holding Cies.

Un projet de loi fiscale est actuellement en discussion devant le grand conseil soleurois.

L'article 28 de ce projet, qui concerne l'imposition des sociétés de participations, n'est pas en progrès sur le texte actuel. En effet, la réduction de l'impôt à un cinquième de son montant normal n'est plus envisagée que comme

une possibilité que peut accorder le Conseil d'Etat à des sociétés dont le but unique ou principal est de participer à d'autres entreprises. Aux inconvénients de la loi en vigueur, la loi nouvelle ajoute un manque de sécurité presque complet pour les sociétés de participations, qui, comme dans le canton de Fribourg, ne pourront plus se prévaloir d'une disposition légale formelle en leur faveur. En effet le Conseil d'Etat n'est pas obligé d'accorder un privilège fiscal aux holding Cies, et il n'est lié dans ses décisions que par un maximum de privilège qu'il peut accorder, et non par un minimum que la loi assurerait obligatoirement aux sociétés de participations. Si on veut accorder un certain pouvoir d'appréciation au Conseil d'Etat, nous estimons qu'il serait préférable d'établir un taux de base privilégié déterminé, que le pouvoir exécutif pourrait encore diminuer dans une certaine mesure selon les circonstances.

Le canton d'*Argovie* a une loi spéciale, datant du 15 septembre 1910, relative à l'imposition des sociétés anonymes. Le Conseil d'Etat a institué un régime spécial pour les holding Cies, dans son ordonnance d'exécution complémentaire du 29 octobre 1920 (art. 12 *bis*). La disposition promulguée est assez large dans la définition qu'elle donne de la holding Cy, au point de vue du but poursuivi et des moyens employés. Par contre elle est restrictive en ce sens qu'elle considère que seule une société par actions peut être une holding Cy, alors que nous avons vu dans la partie théorique de ce travail qu'une société coopérative, par exemple, peut fort bien constituer une société de par-

ticipations; c'est la raison pour laquelle les législations fiscales récentes indiquent toutes les formes juridiques que peut prendre une holding Cy, ou au contraire renoncent à les énumérer, pour se contenter de parler de personnes morales en général, ce qui est encore mieux.

L'article 12 *bis* introduit en 1920 dans la législation argovienne statue que les sociétés par actions dont le but unique ou partiel est de participer à d'autres entreprises, par la possession d'actions ou sous une autre forme, par exemple par des prêts à long terme, ont à s'acquitter par un quart seulement de l'impôt spécial et de l'impôt ordinaire cantonal, et par moitié de l'impôt communal. Par contre elles ont à payer l'impôt total pour les biens immobiliers qu'elles possèdent dans le canton ainsi que pour les entreprises qu'elles exploitent elles-mêmes.

L'introduction de la notion de « prêts à long terme », n'est pas mauvaise, bien qu'en général une définition aussi abstraite que possible, sans indication énumérative, soit préférable.

L'impôt spécial est de 1,2 0/00 du capital-actions versé et des réserves, et de 0,25 0/00 du capital non versé après trois ans ainsi que des sommes empruntées sous forme d'obligations. L'impôt ordinaire est un impôt proportionnel sur le capital versé, progressif sur les revenus, solde à nouveau et immeubles ; l'impôt sur le revenu est progressif dans la mesure où il dépasse le 3 0/0 du capital-actions. L'impôt communal comporte un impôt foncier progressif sans déduction des dettes hypothécaires. Chaque société doit payer à la commune un impôt de 0,30 0/00 du capital-actions même si, en application des

principes indiqués, on arrive à un chiffre inférieur.

Si le canton d'Argovie a été heureusement inspiré en édictant des dispositions spéciales pour les personnes morales, et en réunissant dans une même loi l'impôt cantonal et l'impôt communal, il l'a moins été quant au fond de la question. Cette loi est inspirée d'un intérêt fiscal trop immédiat et ne prend pas assez en considération les facteurs économiques de la plus haute importance qui militent en faveur d'une imposition modérée des personnes morales. L'existence de l'impôt spécial ne se justifie pas juridiquement. Il constitue une espèce de taxe personnelle, qui n'existe pas dans le canton d'Argovie pour les personnes physiques. Malgré le dégrèvement prévu pour les holding Cies, l'impôt que ces sociétés ont à payer est encore très considérable.

Dans le canton de *Lucerne* (loi fiscale du 22 septembre 1922), c'est le conseil communal qui peut accorder aux sociétés de participation, avec l'approbation du conseil d'Etat, une réduction d'impôt pouvant atteindre le quart du montant obtenu d'après les règles normales.

Les articles 24 et 25 de la loi prévoient pour les sociétés par actions un impôt qui n'est pas trop élevé ; l'impôt sur le revenu est la moitié du pour cent que forme le bénéfice net par rapport au capital imposable, au plus le 8 0/0. Le capital-actions versé ainsi que les réserves constituent le capital imposable frappé de 1 0/00. Dans le calcul du pour cent que forme le bénéfice net par rapport au capital imposable, les réserves sont prises en considération, ce qui a pour effet de diminuer le montant

de ce taux, et par là l'impôt sur le revenu ; certaines législations ramènent le bénéfice simplement au capital social, sans tenir compte des réserves.

Il est équitable de ne pas imposer du tout, ou en tous cas dans une mesure presque nulle, la partie non versée du capital-actions ; elle représente en effet un capital qui ne travaille pas pour la société, placé ailleurs et peut-être déjà imposé. Le capital nominal ne représente rien d'effectif tant qu'il n'est pas entièrement versé, mais seulement une possibilité et une garantie éventuelle.

Nous étudions d'ailleurs plus loin cette question.

Dans un message du 18 août 1927, adressé au Grand Conseil, et relatif à une modification partielle de la loi de 1922, le Conseil d'Etat lucernois proposait de réduire l'impôt des holding Cies d'après une base fixe, par exemple au 50 0/0 de l'impôt ordinaire. Le privilège fiscal serait en outre étendu à toutes les sociétés, en proportion de leurs participations à des entreprises qui payent déjà l'impôt dans un autre canton suisse.

Le 24 septembre 1927, le Grand Conseil a adopté, en première lecture, le projet, modifié par une commission spéciale. L'article 26 de la loi de 1922, actuellement en vigueur, demeure le même, les changements proposés par le message du Conseil d'Etat n'ayant pas été adoptés.

Dans le canton de *Schwyz* s'est établie, pour suppléer aux lacunes de la loi de 1854, une coutume assez particulière. Il est difficile de la rattacher à l'un des principaux systèmes fiscaux en vigueur en Suisse, bien que, par ses effets, elle se rapproche passablement de l'en-

semble de lois que nous venons d'examiner. Seul le canton de Zoug a une loi à peu près identique à cette coutume schwyzoise.

Ce n'est pas dans un taux d'impôt réduit, ni dans une diminution de l'impôt normal que réside le privilège créé en faveur des holding Cies, mais dans une réduction du capital pris en considération pour la fixation de l'impôt. Les sociétés exclusivement de participations sont imposées au moins pour un cinquième du capital-actions et des réserves. Exceptionnellement et dans des cas particuliers, une réduction plus considérable du capital imposable peut être accordée.

Le capital imposable est fixé d'après les normes de la loi fiscale ordinaire, puis réduit dans la mesure indiquée. L'impôt doit être ensuite payé à l'Etat aussi bien qu'à la commune et au district.

L'article 1, chiffre 4, al. 2 de la loi du canton de Zoug du 17 novembre 1921, crée un privilège fiscal en faveur des sociétés dont le but est d'administrer des participations à d'autres entreprises; elles sont imposées, au minimum, sur un cinquième du capital et des réserves.

Le *projet* présenté le 1^{er} septembre 1926 au *grand conseil thurgovien* a des dispositions spéciales sur l'imposition des personnes morales, comme toute loi récente.

En ce qui concerne les holding Cies l'article 47 prévoit simplement que l'impôt, calculé d'après les dispositions générales de la loi, est réduit à un quart de son montant. Il s'agit là non pas d'une possibilité, mais

d'un droit dont les sociétés de participations peuvent se prévaloir. La question de principe mise à part, la rédaction de cet article 47 est rationnelle ; les sociétés mixtes sont mises au bénéfice de cette disposition de faveur, en ce qui concerne leurs participations, et par la notion de participations durables, introduite dans la loi, il est fait une distinction entre holding Cies proprement dites et omniums.

Le message du Conseil d'Etat précise que la réduction fiscale vaut aussi pour l'impôt communal.

L'impôt sur le capital, prélevé uniquement sur le montant versé et les réserves, est de 2 0/00 et l'impôt sur le bénéfice est la moitié du pour cent que forme ce bénéfice net par rapport au capital imposable ; il est au minimum de 2 0/0, au maximum de 8 0/0.

Les actionnaires ne peuvent pas déduire dans leur déclaration d'impôt les actions qu'ils possèdent de sociétés ayant leur domicile dans le canton.

La même loi contient une disposition intéressante qui ne se trouve ailleurs que dans l'arrêté fédéral sur le nouvel impôt de guerre extraordinaire : les personnes juridiques du droit étranger sont imposées comme les contribuables indigènes avec lesquels elles présentent le plus d'analogie par leur nature juridique et économique. Il est remarquable qu'une législation suisse ait prévu un cas qui, pour n'être pas très fréquent, n'en doit pas moins arriver quelquefois. Il suffit de songer aux « limited shapes » du droit anglais, aux sociétés à responsabilité limitée du droit français, aux « Gesellschaften mit beschränkter Haftung » du droit allemand, qui sont des

personnes morales et qui les unes comme les autres peuvent déployer une certaine activité sur notre territoire national, bien que notre droit ne connaisse pas ces formes de personnes juridiques.

C'est à un problème de droit international privé que la loi thurgovienne veut donner une solution.

Selon nous, seul le critère juridique aurait dû être pris en considération, la nature économique d'une société étant trop peu définie et essentiellement variable. Souvent elle ne permet pas des rapprochements qui se justifient juridiquement. Des sociétés, régies par des droits différents, peuvent avoir des buts économiques identiques, alors que juridiquement elles sont très dissemblables ; la réciproque est également vraie, c'est-à-dire que des sociétés présentant certaines analogies juridiques peuvent avoir des buts économiques n'ayant aucun rapport. Autrement dit les critères juridiques et économiques s'excluent parfois et conduisent à des résultats différents, à des appréciations non identiques. C'est pourquoi il faut choisir un seul critère, qui doit être le critère juridique et ce n'est qu'à titre subsidiaire ou éventuellement complémentaire, à défaut d'éléments juridiques suffisants, que la nature économique d'une société doit être prise en considération.

Le 7 février 1928, le Grand Conseil du canton de *Vaud* a adopté une nouvelle disposition fiscale applicable aux sociétés de participations.

Cette disposition réduit de 75 0/0 l'impôt sur la fortune et sur le produit du travail des sociétés de participations,

si leur bénéfice provient uniquement des entreprises affiliées et si leurs capitaux sont exclusivement affectés à des participations dans d'autres sociétés anonymes, en commandite par actions ou coopératives ; elles ne doivent, en outre, ne posséder aucun établissement dans le canton. La participation doit consister en parts, en actions, en obligations ou prêts à trois ans de terme au moins (1).

Il est une seule disposition de la loi fiscale vaudoise, pourtant assez récente, puisqu'elle date de 1923, qui s'occupe des personnes morales, l'article 14, assimilant purement et simplement les personnes morales aux personnes physiques. Le deuxième alinéa de cet article a une teneur intéressante qu'il convient de relever : « les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les sociétés coopératives ne sont imposées pour la fortune que sur les éléments de celle-ci excédant le capital social ». Le capital social n'est donc pas imposable, seules les réserves propres le sont ; par contre les porteurs d'actions ont naturellement à indiquer leurs titres dans leurs déclarations d'impôts. L'exposé des motifs du projet de loi d'impôts déclare que ce système, qui consiste à frapper les parts sociales en mains des détenteurs jusqu'à concurrence du nominal, a l'avantage de faciliter la solution des conflits intercantonaux (2). C'est exact, mais il n'en présente pas moins certains inconvénients, en ce qui concerne la défalcation des pertes d'exploitations et des

(1) Bulletin financier suisse du 20 janvier 1928.

(2) *Exposé des motifs*, p. 15.

dettes chirographaires et hypothécaires admise par la loi vaudoise.

Relativement à l'impôt sur le produit du travail, le 5 0/0 du capital peut être déduit des ressources.

Le canton de Vaud connaît en outre un impôt sur les patentes, délivrées aux personnes morales, et dont la perception, telle qu'elle est organisée aujourd'hui ne va pas sans quelque arbitraire, nous dit l'exposé des motifs du projet de loi actuelle (1).

Le prix de la patente va de 10 francs à 5.000 francs et a pour base le capital social souscrit et versé, les réserves diverses, la nature de l'actif, le chiffre d'affaires, les bénéfices réalisés.

Il est possible que toute la loi sur l'imposition des personnes morales soit examinée à nouveau et modifiée d'ici peu de temps. La loi sur les patentes particulièrement ne donne pas satisfaction ; la question se pose de savoir si elle sera révisée entièrement, ce qui est probable parce qu'on juge le principe de base mauvais, ou si au contraire on supprimera cette forme d'impôt ; des considérations budgétaires seules s'y opposeraient. Nous espérons qu'on arrivera quand même à cette suppression, le calcul de cet impôt étant souvent arbitraire parceque basé sur des éléments trop divers et susceptibles de différentes estimations.

Un troisième groupe de lois fiscales, rompant avec les normes qu'elles édictent pour les personnes morales en

(1) *Exposé des motifs*, p. 16.

général, établissent des dispositions spéciales applicables aux sociétés de participations.

Cette façon de procéder est la plus logique et la plus simple tout à la fois. Il n'est pas besoin en effet d'articuler de longues dispositions détaillées ; la loi doit se borner à énoncer d'une manière claire et précise le principe et le taux qu'elle entend adopter pour l'imposition de cette espèce particulière de sociétés que sont les holding Cies. Elle s'efforcera d'éviter la possibilité de plusieurs interprétations de son texte sans prétendre rendre impossibles toutes manœuvres faites pour éluder ses prescriptions.

Les cantons ayant adopté ce système sont les plus nombreux et c'est aussi sur leur territoire que nous trouvons le plus grand nombre de sociétés de participations. Ce sont Tessin, Valais, Grisons, Saint-Gall, Bâle-ville et Bâle campagne, Genève, Schaffhouse, Glaris, Zurich, Neuchâtel, les projets actuels d'Uri, Zoug, Neuchâtel, celui d'Appenzell rejeté en 1922.

Certains de ces cantons exonèrent les holding Cies de tout impôt communal. Mais tous ne le font pas expressément et l'on est parfois réduit à résoudre cette question par voie d'interprétation. Mais une remarque générale, qui trouve son application dans la plupart des cas, permet de donner une solution à ce problème de l'impôt communal.

Dans la presque totalité des cantons, l'impôt communal est fixé en prenant pour base l'impôt cantonal, soit sous forme de pour cent, soit sous celle de centimes additionnels. Dès lors si une société est, par exemple, exonérée

de tout impôt cantonal sur le revenu, il en est de même de l'impôt communal ; si l'impôt cantonal sur le capital est réduit à raison d'un taux spécial de faveur, l'impôt communal subit une réduction correspondante et proportionnelle. Néanmoins il serait préférable d'avoir des dispositions expresses ; selon nous, les lois qui exonèrent totalement les sociétés de participations de tout impôt communal, comme celles de Glaris, Grisons, Schaffhouse, Bâle ville et Saint-Gall, sont les plus rationnelles. L'existence d'une holding Cy ne charge en effet nullement le budget d'une commune, à laquelle elle ne cause aucun frais quelconque. Au contraire, le fait qu'elle est domiciliée sur son territoire a pour conséquence d'y amener, en général, un certain nombre de personnes qui y paieront leur impôt.

Si un canton veut remettre aux communes où se trouvent les sièges sociaux une partie déterminée des sommes qu'il retire de l'imposition des holding Cies, il peut fort bien le faire, mais il ne doit pas pour cela augmenter son taux d'imposition.

Les sociétés qui ont leur siège dans le canton du *Tessin*, sans y exploiter d'entreprises, payent un impôt spécial limité à 4 0/00 du capital-actions, répartis, en parts égales, au canton et à la commune où la société a son siège. Le taux de la loi tessinoise est très élevé, si l'on songe que la plupart des cantons ont adopté un impôt sur le capital de 1/2 0/00, Glaris 0,40 0/00 et que Schaffhouse prévoit la possibilité d'abaisser ce taux jusqu'à 0,25 0/00.

L'article 9, § 4, introduit dans la loi tessinoise par un

décret du grand Conseil du 13 décembre 1922, et qui prévoit l'impôt spécial que nous indiquons, est d'une rédaction assez large, en ce sens qu'il est applicable à toutes les sociétés domiciliées, qu'il s'agisse de holding Cies, omniums, sociétés financières ou autres sociétés analogues sans exploitation propre. Il a en outre l'avantage de statuer exactement ce qu'il advient de l'impôt communal, lorsqu'il s'agit de sociétés de participations.

La disposition de la *législation valaisanne* qui concerne les sociétés domiciliées, tant anonymes que coopératives (art. 10, chiffre 3, al. 3 du décret du 13 janvier 1927, modifiant la loi des finances du 10 novembre 1903) manque de clarté. Elle est rédigée de telle façon qu'on ignore si d'une part, l'impôt cantonal sur le revenu et d'autre part, les impôts communaux, sont prélevés lorsqu'il s'agit de semblables sociétés.

« Les sociétés anonymes et coopératives qui ont leur siège social en Valais sans y exercer d'activité paient l'impôt sur la fortune au taux de 0,50 0/00 de leur capital social ».

Les notions généralement admises en matière d'interprétation obligerait, semble-t-il, à conclure qu'aucun dégrèvement ni aucune libération n'étant prévus pour l'impôt sur le revenu, celui-ci est dû intégralement par les sociétés de participations, puisqu'il constitue la règle ordinaire de la loi et qu'on ne peut admettre une exception ou dérogation que lorsqu'elle est expressément stipulée.

Néanmoins cette interprétation stricte des textes est en

contradiction avec l'esprit de la loi et celui dans lequel la disposition de faveur relative aux holding Cies a été créée.

D'ailleurs, en fait, toutes les sociétés domiciliées sont exonérées de l'impôt sur le revenu, tant cantonal que communal.

Quant à l'impôt communal sur le capital, il est le même pour les holding Cies que pour les sociétés anonymes ordinaires.

Le décret de 1927, qui stipule un impôt progressif pour les personnes physiques, tant sur le revenu que sur le capital, ne frappe les personnes morales que d'un impôt proportionnel, faisant ainsi preuve d'une parfaite compréhension de la nature spéciale du capital et des bénéfices des personnes juridiques.

L'article 15 du décret indiqué prévoit qu'un projet de révision générale de la loi des finances sera soumis au Grand Conseil au plus tard jusqu'à la session de 1922. Ce projet n'a été porté devant l'autorité législative valaisanne qu'en 1923 et il a été retiré pour des motifs d'opportunité. Le département des finances nous communique qu'une révision des lois fiscales n'est pas prochaine.

La législation fiscale du canton des *Grisons* a la réputation, absolument méritée d'ailleurs, d'être très favorable aux sociétés de participations. Les holding Cies n'ont en effet à payer dans ce canton qu'un seul impôt de 1/2 0/00 du capital-actions. L'article 28 de la loi du 23 juin 1918 précise expressément qu'elles n'ont à s'acquitter d'aucun autre impôt, ni cantonal, ni communal, ni sur le capital, ni sur le revenu.

La notion de société de participations manque par contre de précision, dans la loi grisonne. Il y est parlé de sociétés par actions qui n'ont que leur siège dans le canton sans y faire d'affaires, mais déploient leur activité en dehors, sans posséder aucun bien foncier sur le territoire cantonal. Toutes les sociétés domiciliées peuvent rentrer dans cette définition, pour autant qu'elles soient constituées sous la forme de sociétés anonymes. Si par hasard une holding Cy possédait des immeubles dans le canton, elle pourrait néanmoins se prévaloir de cet article 28, quitte à payer l'impôt normal sur ses biens fonciers.

Les holding Cies auront donc tout avantage à placer leur siège dans le canton des Grisons dont les dispositions fiscales sont si modérées à leur égard. Des textes légaux les y protègent non seulement contre le fisc cantonal, mais aussi contre le fisc communal, ce qui est de grande importance. La situation privilégiée qui leur est faite ne dépend pas de décisions spéciales prises par le pouvoir exécutif, mais leur est assurée par un texte formel de la loi. Au droit qu'ont les holding Cies de se prévaloir de l'article 28 de la loi de 1928, correspond l'obligation, pour les autorités fiscales, de s'y conformer.

Le canton de *St-Gall* est l'un des premiers qui ait eu dans sa législation une disposition spéciale pour les sociétés domiciliées. La loi du 24 novembre 1903 prévoyait déjà que les sociétés par actions et sociétés d'industrie qui n'ont que leur siège dans le canton mais déploient leur activité avant tout en dehors de celui-ci n'ont à payer que la moitié de l'impôt sur le revenu.

La loi complémentaire du 30 novembre 1916 prévoit d'une façon précise le cas des holding Cies et sociétés semblables. Le canton de St-Gall a donc toujours été à la tête des innovations fiscales, sur ce point-là.

L'article 6 de la loi de 1916 stipule que les sociétés dont le but exclusif est de participer à d'autres entreprises ou d'administrer, d'une façon durable, des participations, sont entièrement libérées de l'impôt sur le revenu, mais ont à payer un impôt cantonal sur le capital imposable de 1/2 0/00, et l'impôt foncier à la commune, calculé d'après les dispositions de l'article 10. Cet article indique que les sociétés doivent s'acquitter de l'impôt sur la valeur totale de leurs immeubles, s'ils servent à leur exploitation, sinon sur la moitié de leur valeur, sans déduction des dettes hypothécaires.

La valeur imposable d'un immeuble est calculée en multipliant par 25 le montant du loyer annuel.

Il n'est pas de grande importance pour une holding Cy, que les dettes hypothécaires puissent être portées en déduction de la valeur des immeubles, ou ne le puissent pas ; ces sociétés n'ont pas en effet de grands avantages fiscaux à hypothéquer leurs biens fonciers, si elles en possèdent, ce qui est plutôt rare. Par contre la question peut être importante pour les sociétés filiales et contrôlées qui ont intérêt, comme il a été expliqué dans la deuxième partie de ce travail, à faire disparaître leurs bénéfices sous forme d'intérêts. Mais comme ces sociétés n'ont généralement pas leur siège dans le même canton que la holding Cy, la société mère n'a pas à s'occuper de savoir si le canton où elle-même a son siège admet la

déduction des dettes hypothécaires. C'est par une étude comparée des législations cantonales que les organes dirigeants d'un « concern » décideront s'il est avantageux de placer le siège de la société de contrôle dans telle localité, et celui des sociétés filiales dans telle autre d'un canton différent. Il y a lieu de mettre à profit toutes les particularités des lois fiscales en se rendant compte des avantages que peuvent en tirer des sociétés dont le but et la forme sont différents.

Le rapport de la commission spéciale du Grand Conseil, nommée pour l'étude de la loi de 1916, relève très justement que si les sociétés de contrôle sont imposées comme des sociétés ordinaires, on arrive non pas seulement à des cas de double imposition mais de triple imposition. La commission relève aussi que tant qu'il n'y aura pas de droit fiscal fédéral pour les sociétés par actions, le canton de St-Gall n'a aucun intérêt à ne pas favoriser l'établissement, dans le canton, des capitaux de sociétés de participations.

M. le docteur Forrer, président de la commission, a donné au Grand Conseil des explications intéressantes sur cette question ; elles sont rapportées dans le bulletin sténographique des délibérations du Grand Conseil. Il y expose toutes les raisons d'ordre juridique et économique qui justifient un impôt réduit en faveur des holding Cies.

L'article 6 de la loi St-Galloise est inspiré d'un projet Sutter, présenté aux autorités législatives zurichoises. Il en diffère néanmoins en ce qu'il ne crée de privilège fiscal que pour les holding Cies pures, alors que le projet Sutter l'étend aux sociétés mixtes. M. le docteur Forrer

avait fait une première proposition qui correspondait, également sur ce point-là, au projet Sutter, mais elle n'a pas été admise par la commission.

Nous regrettons cette attitude de la commission ; tôt ou tard le canton de St-Gall arrivera à étendre aux sociétés mixtes les mesures de faveur qu'il a adoptées. Nous trouverons une semblable évolution dans le canton de Neuchâtel dont la loi actuelle sur les sociétés de participations, qui date de 1923, ne prévoit un privilège que pour les holding Cies pures alors que le projet de loi nouveau l'admet également pour les sociétés ayant une certaine exploitation propre.

M. Forrer donne, en exemple, pour appuyer ses explications, le cas de la « Société suisse-américaine pour l'industrie de la broderie » (Sastig) qui s'est domiciliée à Glaris alors qu'il eût été indiqué qu'elle s'établisse à St-Gall. « Si cette société établit son siège dans le canton » dit M. Forrer, « il en résultera pour les finances de l'Etat, une augmentation annuelle du produit de l'impôt de 25.000 francs ». On sait que la « Sastig » n'a pas modifié son siège social et qu'elle est toujours domiciliée à Glaris ; la loi de ce canton lui est en effet encore plus favorable que la loi St-Galloise.

En 1926, le Grand Conseil du canton de St-Gall a discuté la possibilité d'une réduction du taux de l'impôt pour les holding Cies, de $1/2$ 0/00 à $1/4$ 0/00, afin d'attirer de semblables sociétés dans le canton.

La considération qu'un seul canton prévoyait un taux de $1/4$ 0/00 (Schaffhouse, encore n'est-ce là qu'une possibilité) et un seul autre de $0,4$ 0/00 (Glaris) a fait écarter le

projet de révision et laissé la disposition adoptée en 1916, dans sa teneur primitive.

Le demi-canton de *Bâle-Ville* a une loi spéciale concernant l'imposition des personnes morales, datant du 23 juin 1921. Les sociétés qui s'occupent principalement de l'administration durable de participations à d'autres entreprises, ont à payer uniquement un impôt sur le capital, de 1 0/00 sur le capital versé et de 1/4 0/00 sur le capital non versé (art. 5).

Art. 5. — « Gesellschaften, die sich hauptsächlich mit der dauernden Verwaltung von Beteiligungen an andern Unternehmungen befassen, haben *nur* eine Kapitalsteuer von 1 vom Tausend für das einbezahlte und von 1/4 vom Tausend für das nicht einbezahlte Kapital zu entrichten ».

La disposition de cet article 5 de la loi bâloise est claire et précise ; elle ne peut donner lieu qu'à discussion sur la question de savoir quand une société doit être considérée comme s'occupant principalement de la gérance de participations. A ce propos nous rappelons la distinction faite en doctrine qui admet qu'une société est encore une holding Cy lorsque les 30 0/0 de ses moyens financiers sont placés dans l'exploitation directe. Si moins du 70 0/0 est constitué par des participations nous ne serions plus en présence d'une société de contrôle. On peut admettre dans la pratique un critère identique.

Mais l'établissement du pour cent que représente l'exploitation directe par rapport à l'ensemble de l'activité de la société est toujours une chose difficile. C'est évidemment à la société, qui prétend se prévaloir de la disposi-

tion de faveur promulguée pour les holding Cies, à établir qu'elle s'occupe principalement de participations.

Jusqu'en 1921, les holding Cies étaient imposées dans le demi-canton de *Bâle-Campagne* de la même façon que les personnes naturelles. Le 31 mai 1922, le Conseil d'Etat a promulgué un arrêté assez détaillé concernant l'imposition des sociétés de participations. Les sociétés qui ont pour but unique de participer à d'autres entreprises, ainsi que les pures sociétés domiciliées, n'ont à payer qu'un impôt sur le capital de 1 0/00 pour l'Etat et de 1 0/00 pour la commune ; le taux d'imposition est donc au total de 2 0/00 ; sur le capital non versé, il n'est prélevé que la moitié de l'impôt. Par contre les réserves qui représentent un capital propre sont soumises à l'impôt ordinaire.

Il n'y a aucune raison de ne pas soumettre au régime de faveur les réserves de sociétés de contrôle. Ces réserves ont évidemment une autre origine que le capital-actions mais elles n'en sont pas essentiellement différentes.

Si ces réserves étaient employées autrement qu'en participations et n'étaient pas représentatives de capitaux de filiales déjà imposées, il y aurait lieu de les soumettre à l'impôt ordinaire. Mais alors la société ne serait plus une holding Cy pure. Il est admis qu'une société de participations peut détenir non seulement des actions, ce qui est le cas général, mais aussi des obligations, autrement dit des créances ; les créances de la société mère peuvent aussi être constituées sous une autre forme que celle d'obligations. Cela n'en est pas moins une opération de

financement qui peut être aussi bien faite avec le capital-actions qu'avec les réserves, qui sont un capital de garantie supplémentaire, généralement destiné à des buts spéciaux, à des pertes de change par exemple. Il en résulte que le mode d'imposition doit être le même pour les réserves et le capital.

L'article 2 de l'arrêté bâlois considère comme capital imposable, pour les sociétés anonymes, le capital-action versé, pour les autres sociétés, le capital social versé et pour les associations, la fortune de l'association. On s'étonne de l'introduction de la notion d'association dans une loi semblable.

A raison de l'article 60 C. C. S. une association à but économique acquière la personnalité juridique en s'inscrivant au registre du commerce.

Mais un groupe d'individus qui voudrait poursuivre un but de contrôle sur des sociétés, en détenant des titres, ne prendrait jamais cette forme là qui convient presque uniquement à des groupements à but idéal. Il n'est pas impossible par exemple qu'une association pour le développement économique d'une ville possède un certain nombre d'actions d'une société qui exploite un hôtel. Nous connaissons à Neuchâtel une association d'étudiants qui a la propriété de plusieurs actions d'une société immobilière. Mais ces faits là sont exceptionnels et sans portée aucune au point de vue économique. Ils montrent simplement qu'il n'y a pas d'impossibilité juridique à ce qu'une association légalement constituée soit détentrice d'actions et contrôle peut-être même une société. Mais les expressions société de contrôle, société de participations,

société financière et même holding company, indiquent clairement que ce ne sont là des cas qui n'ont absolument qu'une valeur théorique, la nature des choses s'opposant à ce qu'il en soit autrement.

Le législateur bâlois avait probablement en vue, en adoptant cette disposition, des caisses de familles, ou institutions semblables, qui forcément doivent se domicilier quelque part, et avant tout des syndicats qui possèdent certains fonds pour déployer leur activité.

Il n'était pas inutile de mentionner ces associations, puisqu'elles peuvent fort bien constituer, à proprement parler, des « associations domiciliées » c'est-à-dire élire domicile en un endroit où elles ne déploient aucune activité quelconque directe, comme c'est souvent le cas pour des groupements semblables qui n'ont qu'une activité intellectuelle.

Le 31 janvier 1926, le peuple de Bâle-Campagne a rejeté une nouvelle loi fiscale. Un nouveau projet lui sera incessamment soumis et il est très probable que les dispositions sur les holding Cies seront identiques à celles de la loi repoussée. L'article 35 du *projet de 1926* prévoyait que les sociétés et personnes juridiques qui s'occupent principalement de l'administration de participations à d'autres entreprises n'ont à payer qu'un impôt de 1/2 0/00 sur le capital versé et 1/4 0/00 sur le capital non versé. Pour les sociétés et personnes juridiques domiciliées, le Conseil d'Etat pourrait prendre des dispositions spéciales, d'accord avec les communes intéressées. La rédaction de cet article confirme l'interprétation que nous donnions à la loi actuelle. L'expression « personnes juridiques » est

heureuse parce qu'elle est générale et évite toute énumération qui risque d'être incomplète. Le rapport à l'appui du projet de loi nous indique en outre que le législateur, spécialement en ce qui concerne les personnes juridiques domiciliées, a voulu prévoir la création de nouvelles formes de société; d'où le grand pouvoir d'appréciation laissé au Conseil d'Etat pour l'imposition des sociétés domiciliées.

L'alinéa 3 de cet article 35 réserve les dispositions éventuelles d'un concordat avec d'autres cantons. Cette restriction n'est évidemment pas propre à donner grande confiance aux holding Cies du canton de Bâle Campagne. Un changement de législation peut intervenir dans n'importe quel canton, mais il n'y est pas plus ou moins expressément prévu comme ici. Nous étudions, à la fin de cette étude de droit comparé, les effets d'une législation fiscale centralisée.

La loi sur les contributions publiques du canton de Genève, du 24 mars 1923, a été modifiée le 24 décembre 1924. Un projet de loi a été adopté par le grand conseil le 9 mars 1927; il est entré en vigueur le 11 avril 1927 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

La définition de la société de participations, donnée par les deux premières lois, est passablement différente.

L'article 65 de la loi de 1923 ne mettait au bénéfice d'un taux de 1/2 0/00 du capital versé et de 1/4 0/00 du capital non versé, que les sociétés qui ont pour but exclusif l'administration de participations financières à d'autres entreprises établies à l'étranger ou dont le bénéfice pro-

vient uniquement d'entreprises étrangères affiliées, ainsi que celles qui tout en ayant leur siège dans le canton, n'ont aucune activité en Suisse.

La notion de holding Cy, d'après cette définition, est donc très restrictive. Les sociétés contrôlant des filiales suisses ne pouvaient être mises au bénéfice de cette disposition.

Le but était évidemment d'attirer à Genève le siège de sociétés étrangères ou ayant une activité internationale mais ne se développant en aucun cas sur le territoire de la Confédération.

L'idée était excellente, mais ce n'était pas là une raison pour mettre sur un pied d'infériorité les sociétés suisses, d'autant plus que la création d'un privilège fiscal en leur faveur, est, selon nous, indiquée par notre droit constitutionnel.

La loi du 24 décembre 1924 est d'une portée plus large, mais dorénavant l'impôt de 1/20/00 du capital versé est également prélevé sur les réserves, contrairement à ce qui se faisait précédemment; le taux de 1/40/00 du capital non versé est maintenu. Les sociétés qui bénéficient de cette disposition sont celles qui ont pour but exclusif d'administrer des participations financières à d'autres entreprises établies hors du canton ou dont le bénéfice provient uniquement d'entreprises affiliées, ainsi que celles qui tout en ayant leur siège dans le canton, n'y ont aucune activité.

La nouvelle loi n'a donc fait qu'étendre aux holding Cies contrôlant des entreprises établies en Suisse, mais hors du canton de Genève, le privilège qui n'était accordé jus-

qu'alors qu'aux sociétés administrant des participations à des filiales étrangères.

La loi arrêtée par le grand conseil genevois le 9 mars 1927 maintient la notion de holding Cy telle qu'elle existe dans la loi du 24 décembre 1924, mais porté le taux d'imposition à 1 0/00 du capital versé et des réserves et à 1/2 0/00 du capital non versé.

Le *Journal de Genève* disait de cette disposition : « si elle est adoptée, c'en est fait des holding Cies, sur le territoire cantonal ».

Lorsqu'une loi a une définition restrictive de la société de participations, le taux d'imposition qu'elle stipule doit être peu élevé, pour que certaines sociétés aient vraiment avantage à s'établir sur le territoire qu'elle régit. Il y a contre-poids entre les différents éléments qui constituent le privilège des holding Cies. Or la définition de la loi genevoise est très restrictive puisqu'elle est limitée en quelque sorte territorialement et d'autre part n'octroie de privilège fiscal qu'aux pures sociétés de contrôle. Aussi si de nombreux omniums se sont domiciliés dans le canton de Genève, c'est parce que, à l'intérieur de la définition légale, le taux d'imposition était peu élevé; il n'en est plus ainsi avec la nouvelle loi. Remarquons qu'il s'agit là surtout de sociétés financières beaucoup plus que de véritables holding Cies industrielles qui ne répondent pas toujours aux exigences de la loi genevoise.

A l'impôt cantonal s'ajoute la taxe professionnelle fixe prélevée par les communes. Le classement des contribuables est fait, dans chaque commune, en tenant compte « de l'importance de leur commerce, industrie et clien-

tèle, du chiffre de leurs affaires, de l'importance des locaux qu'ils occupent, de leur loyer, de leurs recettes brutes, de leur matériel d'exploitation, du nombre de leurs employés et du chiffre de la population de la localité ou du quartier où ils sont établis. »

On se rend compte combien peut être arbitraire une estimation basée sur des facteurs aussi nombreux et divers. En outre, les éléments qui sont pris en considération ne se rapportent pas tous au contribuable, puisque la densité de la population entre en ligne de compte, ce qui est absolument irrationnel.

Le chapitre VI de la loi du canton de *Schaffhouse* du 26 août 1919, s'occupe de l'imposition des personnes morales. Cette loi a la particularité assez frappante de ne donner des sociétés de participations qu'une définition négative. L'article 27 de la loi distingue en effet trois espèces de personnes morales :

1. Les personnes juridiques ayant leur domicile principal et leur exploitation dans le canton.

2. Les personnes juridiques ayant leur siège principal hors du canton, mais exploitant une industrie ou un établissement commercial dans le canton.

3. Les personnes juridiques ayant leur siège principal ou une succursale dans le canton, qui ne rentrent pas dans l'une ou l'autre de ces deux catégories.

L'article 29, alinéa 2 crée en faveur des sociétés de cette troisième catégorie, sans indication des caractères positifs qui les distinguent, un impôt privilégié que fixe le Conseil d'Etat, par voie d'arrêté, d'au moins 1/4 0/00

du capital nominal. La moitié de cet impôt est destiné à l'Etat et l'autre moitié à la commune sur le territoire de laquelle la société a son siège.

L'article 30, alinéa 3 stipule expressément que ces sociétés n'ont à payer aucun impôt sur le bénéfice, et l'article 88 les exempte de tout impôt communal autre que celui dont il est parlé à l'article 29, alinéa 2.

Dès l'entrée en vigueur de la loi, le taux d'imposition a été fixé par le Conseil d'Etat à 1/2 0/00 du capital nominal et il n'a pas été modifié jusqu'à ce jour.

Si le capital non versé est imposé, par contre, les réserves des sociétés de participations, ne le sont pas. Les holding Cies du canton de Schaffhouse ont donc un avantage à demander à leurs actionnaires la libération totale de leurs titres pour faire travailler le capital nominal en entier. Si elles peuvent en outre constituer des réserves, elles ne manqueront pas de le faire, puisque ces fonds spéciaux ne sont pas imposés. La loi schaffhousoise a donc pour effet de favoriser une sage administration financière, bien qu'elle puisse aussi avoir pour conséquence la réduction du capital nominal, dans un but fiscal.

Glaris est le type du canton qui a édicté des dispositions spéciales en faveur des sociétés de participations, dans le but de les attirer et de créer sur son territoire un mouvement d'affaires qui, sans cela, ne s'y serait pas produit. Si des omniums comme la Banque pour valeurs industrielles et de transport, la Banque pour valeurs de transport, Watt S. A. d'entreprises électriques et des holding Cies telles que la S. A. pour Entreprises de

l'industrie textile, la Société suisse-américaine pour l'industrie de la Broderie (Sastig), ont placé leur domicile à Glaris, c'est uniquement en considération de raisons fiscales.

La loi glaronnaise est en effet de toutes les lois suisses celle qui est la plus favorable aux sociétés de contrôle. La Landsgemeinde a adopté le 6 mai 1917 une loi spéciale, relative à l'imposition des sociétés anonymes, dont les dispositions sont d'ailleurs extrêmement laconiques et ne font qu'établir certains principes importants. L'article 2 prévoit que les entreprises qui n'ont que leur siège dans le canton de Glaris doivent s'acquitter d'une taxe annuelle cantonale. Cette taxe s'élève à 0,40 0/00 du capital-actions nominal. La conséquence d'une telle législation est que sur 283 sociétés de participations et financières domiciliées en Suisse, 84 ont leur siège à Glaris.

Le canton suisse qui abrite le plus grand nombre de sociétés de contrôle est celui de *Zürich*; nonante-deux omniums et holding Cies, y sont en effet domiciliés.

Les sociétés dont le but principal consiste à administrer, d'une façon durable, des participations à d'autres entreprises, n'ont à y payer qu'un impôt sur le capital de 1/2 0/00 du capital imposable. Le capital imposable est constitué, d'après l'article 31 de la loi, par le capital-actions versé et par les réserves qui représentent un capital propre.

Il y a donc exonération complète de l'impôt sur le revenu, tant cantonal que communal.

Par contre, d'après l'interprétation donnée à la loi

zürichoise, les sociétés de participations ont à payer sur le capital un impôt communal qui naturellement varie d'une commune et d'une année à l'autre.

Mais comme cet impôt est calculé sur la base de l'impôt cantonal (art. 106), il subit, lorsqu'il s'agit de holding Cies, une réduction proportionnelle à celle prévue par l'article 35, pour l'impôt de l'Etat. Le taux cantonal d'imposition d'une société anonyme ordinaire étant de 1 1/2 0/00, cette réduction est donc d'un tiers.

La loi fiscale zürichoise promulguée le 25 novembre 1917, a été modifiée le 19 février 1922, mais les dispositions relatives à l'imposition des sociétés de contrôle, sont demeurées les mêmes.

C'est depuis 1923 que le canton de *Neuchâtel* a introduit dans sa législation des dispositions spéciales sur l'imposition des sociétés de contrôle, date de la « loi portant revision partielle de la loi sur l'impôt direct ».

C'est à la même époque, le 16 novembre 1923, que fut promulguée la « loi portant revision partielle de la loi sur les impositions municipales », qui est le complément nécessaire des modifications introduites dans la loi sur l'impôt direct.

L'article 12 *bis* nouveau stipule que les sociétés qui ont pour but exclusif l'administration de participations financières, sous forme d'actions ou d'obligations à long terme, à des entreprises affiliées, ne sont soumises à l'impôt sur les fortunes que sur la base d'un taux proportionnel de 1 0/00. Ces sociétés sont exonérées de l'impôt sur ressources du chef des dividendes des actions et des

intérêts des obligations qu'elles reçoivent des entreprises affiliées. Les porteurs d'actions des sociétés en faveur desquelles il est fait application des dispositions du présent article, doivent personnellement l'impôt sur la valeur de ces actions et ne sont pas autorisés à en déduire le montant dans la déclaration de leur fortune.

Il est nécessaire d'indiquer, pour la compréhension de cette dernière disposition, que les porteurs d'actions de sociétés payant l'impôt dans le canton, sont autorisés à déduire la valeur de leurs titres, dans leur déclaration d'impôt.

L'article 6 introduit en 1925 dans la loi sur les impositions municipales prévoit que l'impôt communal sur fortune ne peut être prélevé qu'au taux proportionnel de 1 0/00 sur les sociétés qui ont pour but exclusif l'administration de participations financières, sous forme d'actions et d'obligations à long terme, à des entreprises affiliées. Ces sociétés sont exonérées de l'impôt sur ressources dans la mesure où elles sont exonérées de l'impôt direct.

Ces dispositions ne sont pas très favorables aux holding Cies et encore moins aux sociétés financières.

Le but des sociétés en faveur desquelles est créé un privilège fiscal doit être exclusivement l'administration de participations; les sociétés mixtes en sont totalement exclues. Le taux d'imposition sur le capital est aussi assez élevé, puisqu'il est de 2 0/00, impôt cantonal et communal additionnés. Mais ce qui constitue la caractéristique de la loi neuchâteloise, c'est sa disposition relative à l'exonération de l'impôt sur le bénéfice. Cette exonération

n'est pas stipulée d'une façon générale mais se rapporte uniquement à certains revenus qui représentent d'ailleurs le bénéfice normal des holding Cies. Seules les sommes qui constituent le bénéfice de sociétés affiliées, et sont déjà imposées comme telles, transmises à la société mère sous forme de dividende ou d'intérêts d'obligations à long terme, sont exonérées de l'impôt.

Quant aux bénéfices qui proviennent de l'achat et de la vente de titres, ils sont soumis à l'impôt normal.

Le législateur neuchâtelois établit donc, dans une certaine mesure, une distinction entre sociétés financières et holding Cies, la nature des bénéfices réalisés étant prise en considération et la notion d'obligations à long terme introduite dans la loi. L'esprit et le texte de la loi sont donc basés sur une application stricte du principe de l'illégalité de la double imposition.

L'impôt de 2 0/00 est prélevé sur le capital versé ainsi que sur les réserves.

Nous avons examiné l'ensemble des lois en vigueur actuellement sur le territoire de la Confédération. Certains projets dont les uns ont été repoussés et d'autres sont actuellement en discussion sont intéressants au point de vue juridique et à celui des tendances futures de lois qui seront, d'ici un temps plus ou moins long, très probablement, adoptées dans certains cantons.

Ceux qu'il nous reste à étudier se rattachent tous à la catégorie de législations que nous venons d'examiner.

La Landsgemeinde du canton d'*Uri* a repoussé en 1925, un *projet de loi fiscale* dont l'article 15, alinéa 2, prévoyait

que les personnes juridiques qui n'ont que leur siège dans le canton, mais aucune exploitation, sont libérées de l'impôt sur le revenu. Elles payent un impôt fixé par le Conseil d'Etat d'au moins 1/4 0/00 du capital actions nominal.

Cette disposition est très semblable à celle adoptée par le canton de Schaffhouse et ne donne lieu à aucune remarque nouvelle.

Les dispositions des deux *projets* présentés en 1921 à la Landsgemeinde du canton d'*Appenzell*, relatives aux holding Cies, sont identiques. Les sociétés dont le but exclusif est d'administrer des participations à d'autres entreprises sont libérées de l'impôt sur le bénéfice, mais ont à payer à l'Etat un impôt annuel de 1/2 0/00 de leur capital total imposable. Elles n'ont à payer à la commune que l'impôt pour leurs biens fonciers situés sur son territoire.

Le capital versé et les réserves constituent le capital imposable.

Le canton de *Zoug* a un *projet* détaillé et intéressant qui est le résultat d'une première discussion du Conseil d'Etat en sa séance du 20 novembre 1926. Ce projet distingue les trois espèces suivantes de sociétés en faveur desquelles il est créé un privilège fiscal, qui n'est d'ailleurs pas le même pour chacune d'elles.

1^o Les personnes juridiques (sociétés par actions, sociétés, fondations, associations) dont le but consiste à participer à d'autres entreprises sous n'importe quelle forme, ainsi qu'à leur accorder des crédits.

2^o Les sociétés par actions, qui, à côté d'une activité commerciale ou industrielle dans le pays, présentent les

caractéristiques indiquées sous chiffre 1, de sorte que par la participation et la concession de crédits, elles exercent une influence déterminante sur d'autres entreprises nationales ou étrangères (filiales).

3° Les personnes juridiques (sociétés anonymes, sociétés, fondations, associations) qui, sans présenter les caractéristiques indiquées sous chiffre 1, ou à côté d'elles, déploient une activité économique, mais ne tirent aucun profit commercial du maniement de marchandises fait dans le pays même, telles que chambres de compensation de syndicats, communautés d'intérêts, entreprises fiduciaires de toutes sortes poursuivant des buts indéterminés.

Le législateur de Zoug a donc voulu être très complet. Cela ne veut pas dire qu'il soit très précis. La part qu'il laisse en effet à des éléments indéterminés, parce qu'imprévisibles, est considérable. Son énumération des personnes juridiques soumises à un impôt privilégié n'est, somme toute, étant donnée l'imprécision des termes, qu'indicative et non limitative.

L'impôt sur les personnes juridiques indiquées sous chiffre 1, celles qui nous intéressent avant tout parce qu'elles comprennent les sociétés de participations, est prélevé à la fois pour l'Etat et la Commune, et partagé par moitié (§ 4). Il ne s'agit là d'ailleurs que d'une simple indication de procédure, puisque le paragraphe 3 du projet mentionne des taux d'impôt, pour toutes les personnes juridiques dont il est fait mention, qui comprennent à la fois l'impôt cantonal et communal.

Pour les sociétés par actions dont il est parlé sous chiffres 1 et 3, l'impôt est de 1 0/00 du capital nominal

inférieur à 500.000 francs et de $1/2$ 0/00 pour le montant du capital qui dépasse 500.000 francs. Pour les autres personnes juridiques indiquées aux chiffres 1 à 3, l'impôt est calculé sur la fortune établie d'après les dispositions légales ordinaires ; les taux sont les mêmes.

La patente commerciale et tous les autres impôts sont supprimés. Quant aux sociétés anonymes du chiffre 2, elles ne payent pour la fraction de leur fortune — imposable d'après les principes généraux — proportionnelle aux sommes placées dans d'autres entreprises (participations et crédits) et à l'ensemble de leur actif, que le cinquième de l'impôt ordinaire actuel. Cette disposition est relative aux sociétés mixtes.

Le projet prévoit en outre que les sociétés mises au bénéfice d'un taux de faveur (chiffres 1 et 3) ont à déposer, sur la demande du Conseil d'Etat, une caution réelle, du double du montant annuel de l'impôt. Cette caution peut être remplacée par des garanties, à la suite d'une décision du Conseil d'Etat.

Ce projet présente trois caractéristiques importantes.

Il est établi deux espèces de régimes privilégiés, basés sur des principes différents. Alors que les pures holding Cies et sociétés de participations sont soumises à un taux d'impôt spécial et déterminé, les sociétés mixtes ont à payer l'impôt ordinaire sur la fortune et le revenu, tant cantonal que communal, simplement réduit à $1/5$ de son montant normal lorsqu'il s'agit de participations.

La loi ne s'occupe pas seulement des holding Cies et omniums, mais de toutes les personnes juridiques qui n'ont pas d'exploitation propre. Elle va donc plus loin que les

législations, qui s'occupent des sociétés domiciliées en général.

Enfin l'innovation extrêmement remarquable de ce projet, est qu'il prévoit un impôt sur le capital, *dégressif*. En effet le taux est réduit de moitié pour le montant du capital social qui dépasse 500.000 francs. Cela n'est, à vrai dire, qu'un timide essai, mais il n'en est pas moins intéressant, parcequ'unique en Suisse, et assez contraire à l'opinion nettement prédominante sur notre territoire national. Un principe semblable a pour effet naturel de favoriser les grandes concentrations de capitaux; il va sans dire que le projet de Zoug, parcequ'il ne prévoit que deux taux d'une part, et que d'autre part, le taux inférieur est encore supérieur à celui de lois fiscales d'autres cantons, n'aura pas d'effet semblable. Mais cette disposition n'en est pas moins théoriquement très audacieuse. Si l'Etat américain du New-Jersey a vu s'établir sur son territoire le siège des plus grands « concerns » mondiaux, c'est parcequ'il a poussé le principe de la dégression jusque dans ses extrêmes limites.

Le *projet neuchâtelois* de loi sur les contributions directes, du 18 janvier 1927, a des dispositions sur les sociétés de contrôle plus larges que celles en vigueur actuellement, relativement à la définition de la holding Cy.

D'après l'article 53 de ce projet, les sociétés qui ont pour but essentiel (et non plus exclusif) l'administration de participations financières, sous forme d'actions ou d'obligations à long terme à des entreprises affiliées, ne sont soumises à l'impôt sur le capital qu'au taux de 1 0/00 sur le capital versé, et de 1/4 0/00 sur le capital non

versé. Ces sociétés sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices du chef des dividendes des actions des entreprises affiliées.

Les sociétés mixtes peuvent donc être mises au bénéfice de cette disposition.

Le capital non versé, qui n'est pas imposé dans la loi actuelle, est frappé au taux de 1/4 0/00.

Les intérêts des obligations que possèdent les sociétés de contrôle ne sont plus exonérés de l'impôt sur le revenu.

L'article 117 statue que les communes ne peuvent prélever sur les sociétés visées à l'article 53 de la présente loi (holding Cies) un impôt plus élevé que l'impôt direct cantonal. Une société de contrôle pourra donc prévoir, en s'établissant dans le canton, l'impôt maximum qu'elle aura à payer.

Dans la limite sus-indiquée où elles sont laissées libres, les communes déterminent elles-mêmes par voie d'arrêtés soumis à la ratification du Conseil d'Etat, les taux et tarifs de l'impôt communal. L'impôt des personnes morales est fixé en déterminant le nombre de centimes dont chaque contribuable doit s'acquitter pour chaque franc payé à titre d'impôt direct cantonal.

L'article 112 précise encore que les personnes morales ayant leur siège dans la commune sont exonérées de l'impôt direct communal, dans la mesure où elles sont exemptées du paiement de l'impôt direct cantonal.

Ces dispositions sont claires et ne peuvent donner lieu à plusieurs interprétations.

§ III. — Conclusions résultant de la comparaison des lois cantonales.

Nous avons examiné toutes les lois fiscales des différents cantons suisses, ainsi que tous les projets actuellement en discussion.

De notre examen, il résulte que les holding Cies sont soumises, au point de vue fiscal, à des régimes très différents, selon qu'elles ont leur siège dans l'un ou l'autre des cantons. Cette différence est telle, que l'impôt prélevé par certains cantons est jusqu'à 20 fois supérieur à celui prélevé par d'autres. Si nous prenons par exemple une holding Cy S. A. au capital-actions versé de 1.000.000 francs et dont le revenu, réparti en dividendes, est annuellement de 100.000 francs, elle a à payer dans le canton de Thurgovie un impôt de 24.140 francs et dans celui de Glaris de 400 francs, dans celui de Schaffhouse, si le taux est de 1/4 0/00, 250 francs. Nous avons choisi les extrêmes, il est vrai, mais ils indiquent combien cette question fiscale est importante pour les sociétés de contrôle ; il n'est pas rare en effet que leur capital social versé se monte à 20.000.000 francs. Le capital-actions versé des trente-trois principaux omniums et holding Cies de Suisse s'élève à 557 millions 1/2 et leur bénéfice net total est de 39.041 millions pour 1926 (1).

On se rend ainsi compte des sommes fantastiques engagées dans ces entreprises de concentration financière et

(1) Chiffres du *Bulletin financier de la Société de Banques suisses*, août 1927.

qu'il est d'importance primordiale, tant au point de vue national, qu'économique, d'examiner avec soin la question de leur imposition.

Les dispositions des lois fiscales cantonales concernant les holding Cies sont avant tout basées sur des considérations d'opportunisme et de rivalité économique ; elles sont en outre liées à l'ensemble des systèmes fiscaux en vigueur dans les différents cantons, et par conséquent à la mentalité régionale qui varie beaucoup en Suisse d'un canton à l'autre.

Si le canton de Berne n'a pas encore un régime spécial pour les sociétés de contrôle, on ne s'en étonne pas puisqu'il n'a pas de dispositions destinées exclusivement aux personnes morales en général.

Les législations cantonales ne sont jamais basées sur des considérations uniquement juridiques.

Comme nous le disions au début de notre travail, elles font souvent mine d'expédients.

L'Etat a en effet pour premier but d'équilibrer son budget et ensuite de développer son économie nationale. Les moyens qu'il emploie pour arriver à ses fins ne sont pas toujours très juridiques. Mais c'est à peine si on peut le lui reprocher.

Chaque canton ayant ses lois propres en matière d'impôts, il en résulte naturellement que certains d'entre eux favorisent les sociétés de participations, pour les attirer chez eux. La plupart de ces sociétés ont un siège purement fictif ; il s'agit de « domiciles à boîte à lettres », selon l'expression consacrée.

Il n'y aurait qu'un moyen de mettre un terme à cette

rivalité des cantons qui s'efforcent d'attirer chez eux les holding Cies ; c'est l'unification de la législation. Cette unification pourrait s'obtenir soit par voie concordataire, soit par l'intermédiaire du pouvoir central, la Confédération.

Un concordat, pour avoir un effet quelconque, devrait réunir la totalité des cantons, ou, en tous cas, il ne devrait y avoir parmi les réfractaires que des cantons dont les dispositions sont moins favorables aux sociétés de contrôle que celles des signataires.

Le concordat pourrait prévoir un mode d'imposition déterminé et précis, ne laissant plus aucune liberté aux adhérents. Mais il pourrait aussi établir simplement un impôt minimum. Il ne serait alors pratiquement que d'une valeur très relative, puisque la concurrence entre cantons subsisterait, mais simplement dans des limites réduites.

Nous sommes persuadés que tous les cantons n'arriveront jamais à s'entendre sur des dispositions communes à appliquer aux holding Cies. Les législations fiscales des cantons sont totalement différentes ; dans la plupart des cas elles ne présentent que très peu d'analogies. Les dépenses des différents gouvernements n'étant pas les mêmes, les mesures prises pour y faire face sont également dissemblables. Il y a aussi une question de mentalité à prendre en considération. Certains principes qui ne froissent pas dans le canton de Zurich, paraissent absolument inadmissibles à un conservateur fribourgeois. Il y a peut-être peu de domaine où l'on soit aussi loin de l'unification qu'en matière fiscale.

Il est très difficile d'adopter des dispositions communes

sur un seul point, celui des holding Cies. En effet cette question est intimement liée à celle de l'imposition des personnes morales en général. Il suffit de citer l'exemple du canton de Vaud où les sociétés anonymes n'ont à payer aucun impôt sur le capital-actions ; il va sans dire que les sociétés de contrôle profitent de cette façon de faire, et si, en vertu d'un concordat, elles étaient soumises à un impôt sur le capital-actions, si minime soit-il, elles seraient immédiatement en état d'infériorité par rapport à n'importe quelle autre société anonyme. Une revision générale de la législation s'imposerait.

Le problème est donc plus complexe qu'il ne paraît au premier abord. D'ailleurs l'unification par voie concordataire s'est montrée impuissante dans quantités d'autres domaines où elle était beaucoup plus facile.

Nous ne pensons pas non plus que l'intervention de la Confédération soit prochaine ni même désirable. Actuellement on est beaucoup moins centralisateur qu'on ne l'était il y a quelques années et les cantons tiennent à garder le peu qui reste de leur autonomie. On voit, par exemple, dans le cas du Code pénal fédéral, combien un projet satisfaisant chacun a de peine à être élaboré.

Il est impossible d'admettre que des normes fiscales générales puissent donner satisfaction aux nécessités financières de tous les cantons, dont les budgets risqueraient d'être fortement déséquilibrés soit dans un sens, soit dans un autre.

La création d'une caisse centrale, répartissant le produit des impôts aux cantons selon leur nombre d'habitants ou leurs besoins, semblerait donc s'imposer. Mais jamais

une hypothèse semblable ne pourrait se réaliser ; les cantons seraient unanimes à la rejeter. Il s'agit là d'une pure utopie.

Quant à une unification par la Confédération sur le seul point des sociétés de contrôle, elle se heurterait à peu près aux mêmes difficultés que celle qui aurait lieu par concordat.

Il n'y a même pas de dispositions de droit civil sur les holding Cies. La définition de ces sociétés n'existe pas, et ce n'est pas au législateur fiscal à la donner en premier lieu.

Ici encore nous considérons qu'une loi fiscale doit former un tout, dont on ne peut pas séparer une seule disposition, pour l'établir selon des principes qui seraient en désaccord avec le reste de la loi.

Nous ne voyons la possibilité de diminuer les trop grandes différences fiscales qui séparent les cantons, en ce qui concerne l'imposition des holding Cies, qu'en basant les dispositions de la loi sur des principes strictement juridiques.

On arrivera ainsi non pas à avoir une taxation identique dans tous les cantons, chose pratiquement impossible, mais la rivalité actuelle, inspirée de considérations intéressées, sera réduite dans une mesure considérable.

Si toutes les lois cantonales se justifiaient juridiquement, et qu'une jurisprudence constante établisse certaines normes, il y aurait un peu plus d'ordre rationnel dans un domaine où règne actuellement la plus grande diversité.

Les lois devraient avant tout tenir compte des raisons objectives, qu'il y a, de ne pas soumettre les holding Cies

à un impôt qui constitue une double imposition. C'est de ces motifs seulement que se sont inspirés les pays étrangers qui ont créé un régime spécial en leur faveur.

Certaines raisons subjectives ne peuvent pas non plus être ignorées. Ainsi il est indéniable que l'impôt prélevé sur les sociétés de contrôle constitue pour l'état un bénéfice net, la présence de ces sociétés sur son territoire n'entraînant pour lui aucune charge. Une loi qui frappe les holding Cies d'un impôt sous forme de patente, de la même manière que n'importe quelle autre société, est injustifiée.

La disposition légale s'occupant des sociétés de contrôle doit être telle que seuls les bénéfices constitués par les dividendes et intérêts des sociétés affiliées soient exonérés, mais il faut qu'ils le soient en totalité. Les bénéfices résultant de la transaction de titres ou réalisés lors de la fondation de sociétés doivent être imposés normalement.

Il n'y a pas lieu d'exclure totalement les sociétés mixtes, du privilège fiscal. Mais il faut préciser la proportion que les participations doivent représenter par rapport à l'activité industrielle de la société pour qu'on ne soit pas en présence d'une société d'exploitation.

L'impôt cantonal et communal doivent être prélevés ensemble, selon un taux fixe, dont l'élévation ne change pas chaque année. La répartition du produit de l'impôt se fera ensuite entre le canton et la commune, dans une proportion qui n'intéresse plus les holding Cies, et qui pourrait être de moitié par exemple.

Le capital non versé ne doit être imposé que dans une très faible mesure. A un certain point de vue, il repré-

sente une créance de la société qui peut demander à ses actionnaires la libération intégrale de leurs titres ; cette créance étant immédiatement exigible en général, elle doit être imposée.

Mais à cette créance de la société, ne correspond pas une dette que l'actionnaire est autorisé à déduire de sa déclaration de fortune. Il n'y a donc pas similitude absolue avec une créance ordinaire que le débiteur est autorisé à déduire du montant de son actif. D'autre part, comme nous l'avons déjà relevé, les sommes qui représentent la partie non versée du capital-actions sont très probablement déjà imposées et théoriquement on arriverait à un cas de double imposition. Mais les titres des actionnaires étant estimés à leur valeur en bourse, qui dépend naturellement, en partie, de la proportion libérée sur le montant nominal de l'action, on arrivera très rarement à des cas effectifs de double imposition.

Le capital non versé ne travaillant pas pour la société, dont il ne représente qu'une possibilité, on ne peut pas l'imposer de la même manière que la part versée du capital nominal.

Quant aux réserves, il est impossible de les considérer toutes d'une façon identique. Il faut distinguer celles qui ont pour but de couvrir des pertes déjà subies et effectives, mais peut-être encore indéterminées, de celles qui sont constituées en prévision de l'avenir et pour des cas éventuels.

Tant que ces dernières existent dans leur intégralité, elles doivent être imposées. Le cas des compagnies d'assurances est typique. Elles ont pour la plupart de gros-

ses réserves, mais ces fonds sont mis sans cesse à contribution, pour faire face aux engagements de la société qui sait qu'elle a à payer certaines sommes à la suite d'événements déterminés, mais en ignore souvent le montant exact à un moment précis.

M. H. Blau, directeur de l'Administration fédérale des contributions, dans un rapport présenté à la conférence des directeurs cantonaux des finances, le 14 septembre 1925, à Coire, estimait que des privilèges ne doivent pas être accordés lorsque le capital obligataire dépasse le triple du capital-actions (1).

Cette disposition aurait pour but de s'opposer à une augmentation trop considérable du capital-obligations qui manque ainsi de base de crédit.

Nous sommes parfaitement d'accord qu'il est dangereux qu'une société ait une dette obligataire disproportionnée à son capital-actions. Mais ce n'est pas aux lois fiscales à empêcher l'existence de cas semblables. Cette question est de la compétence du législateur de droit civil et une confusion de ces deux domaines nous paraît être très dangereuse.

Toutes les personnes juridiques exerçant une activité de contrôle, dans les limites indiquées plus haut, doivent être mises au bénéfice du privilège fiscal; il en est de même des sociétés en commandite et en nom collectif.

Enfin la participation doit être durable; cette notion favorisera les holding Cies proprement dites, qui, selon

(1) Rapport cité, p. 48.

nous, méritent avant tout d'être soumises à un régime de faveur.

Si toutes les lois cantonales étaient basées sur ces quelques notions, elles présenteraient plus d'unité, seraient plus équitables et auraient surtout une base juridique sérieuse.

§ IV. — L'imposition des holding Companies par la Confédération.

Le 14 février 1919, l'Assemblée fédérale décidait d'insérer dans la Constitution fédérale un article suivant lequel la Confédération perçoit un nouvel impôt de guerre extraordinaire destiné à couvrir le capital qui a été dépensé durant la guerre mondiale pour la mobilisation des troupes.

Cette nouvelle disposition a été acceptée en votation populaire le 4 mai 1919.

Les principes les plus importants sur la base desquels l'impôt doit être perçu ont été fixés dans cet article constitutionnel. Les prescriptions relatives à son exécution se trouvent dans l'arrêté fédéral concernant un nouvel impôt de guerre extraordinaire, du 28 septembre 1920.

L'ordonnance d'exécution rendue par le Conseil fédéral est du 6 décembre 1920.

Comme on le sait, l'impôt est perçu par périodes de quatre ans, et il le sera pendant un nombre indéterminé d'années, bien qu'il soit d'un caractère nettement extraordinaire ; il ne cessera d'être prélevé que lorsque la dette de guerre sera entièrement couverte.

Le premier impôt de guerre extraordinaire ne faisait aucune différence entre sociétés de participations et sociétés ordinaires. Comme il s'agissait d'un prélèvement unique, la question n'avait pas grande importance. Par contre le nouvel impôt devant exister durant de nombreuses années, les holding Cies se sont à juste titre émues de cette similitude de traitement qui les frappait très lourdement. Certaines d'entre elles ont adressé des requêtes aux autorités compétentes, où elles exposent les raisons qu'il y a de créer un privilège fiscal en leur faveur.

Le 8 novembre 1918, la Société Générale Maggi à Kempttal a envoyé à M. le docteur Scherrer, Président de la Commission du Conseil des Etats chargée de délibérer sur la résolution adoptée par la Confédération concernant le nouvel impôt de guerre, un exposé qui montre avec beaucoup de clarté que l'assimilation des sociétés de participations aux sociétés ordinaires ne se justifie pas juridiquement, et présente des dangers au point de vue économique ; des exemples simples mais précis sont donnés à l'appui de ce point de vue.

La Société Générale Maggi expose très justement qu'un impôt trop élevé sur les holding Cies aura pour effet d'empêcher le choix de cette forme d'entreprise ; des raisons fiscales feront qu'on préférera des formes d'entreprises arriérées, à celle de l'association de sociétés, ce qui affaiblira l'industrie suisse ; les sociétés de contrôle seraient obligées de se constituer à nouveau sous forme de sociétés mixtes, ce qui serait un recul, un retour à un stade intermédiaire de l'évolution des grandes entrepri-

ses ; le libre jeu de leur développement économique serait ainsi entravé.

Il y a en outre un intérêt primordial à donner une personnalité juridique propre aux établissements étrangers, sans quoi ils sont mis en fait et juridiquement sur un pied d'infériorité par rapport aux sociétés nationales.

La Société Générale Maggi fait en outre valoir l'argument de l'imposition double, triple ou même quadruple des mêmes sommes bien que ce soient des sujets de droit différents qui soient imposés.

On ne saurait contester le bien fondé de ces différentes considérations.

Le 15 juillet 1919, M. le docteur A. Janggen, à Saint-Gall, a présenté une requête similaire à celles que nous venons de voir, au nom de la Société Suisse Américaine pour l'industrie de la broderie (Sastig). Le 22 juillet 1919, la Société Générale Maggi a envoyé au département des finances un document pour approuver la requête de la Sastig.

La Société des Entreprises Sulzer S. A., à Winterthur, avait joint sa voix à celle des deux sociétés de contrôle précédentes.

Le législateur fédéral a ainsi été amené à considérer avec un peu moins de rigueur les holding Cies.

Le représentant du Conseil fédéral au sein des commissions parlementaires, s'est rallié au principe d'un privilège créé en faveur de ces sociétés.

Le Message à l'Assemblée fédérale, du 2 août 1919, tient cependant à relever que cette mesure est en opposition avec le principe universellement admis en matière

d'impôt, appliqué également lors du premier impôt de guerre, suivant lequel l'imposition simultanée de la société et de l'actionnaire ne constitue pas une double imposition, mais est une imposition absolument admissible de différents sujets d'impôt.

« Or les rapports entre la société financière et la société filiale sont absolument les mêmes que ceux existant entre la société anonyme et l'actionnaire ». Le message ajoute néanmoins que l'imposition de la société filiale, de la société financière et de l'actionnaire, constitue dans de nombreux cas une triple imposition de la même fortune et du même bénéfice net.

L'article 65 du projet de 1919 a comme marginale : « taux d'impôt pour les sociétés financières ».

La note marginale de l'article 65 de l'arrêté fédéral du 28 septembre 1920 parle de « holding Cies ».

Ces deux désignations ont l'une et l'autre un sens indéterminé et restrictif. Pour savoir quelles sociétés sont mises au bénéfice du privilège fiscal, il faut s'en rapporter au texte même de ces deux articles qui l'un et l'autre ne considèrent, comme sociétés de participations, que celles dont le but est exclusivement de participer à d'autres entreprises.

Quant au critère juridique, le projet et l'arrêté définitif ne parlent que de sociétés anonymes et de sociétés en commandite par actions. Cette énumération cependant, d'après l'interprétation que lui donne l'administration fédérale des contributions, n'a pas voulu être limitative.

La loi fédérale n'a désigné que les sociétés qui, au moment de son élaboration, s'occupaient de participa-

tions financières. Elle n'a pas voulu refuser aux autres personnes morales, qui peuvent faire les opérations d'une holding Cy, le privilège créé en faveur des sociétés désignées expressément dans le texte légal.

L'article 65 du projet de 1919 prévoit qu'il est effectué en faveur des holding Cies qui remplissent la définition légale, une déduction sur le montant d'impôt, suivant la proportion entre la moitié des recettes, provenant des parts de bénéfices des sociétés filiales, et le bénéfice net total.

Si une société financière a un bénéfice net total de 75.000 francs et un montant de recettes provenant des parts de bénéfices des sociétés filiales de 50.000 francs, la proportion dont parle la loi est d'un tiers.

Si tous les bénéfices d'une holding Cy proviennent de dividendes de sociétés contrôlées, le rapport est $1/2$ et le montant de l'impôt réduit de moitié.

La disposition définitive adoptée par les Chambres fédérales est d'une rédaction très différente de celle du projet, mais est à peu près identique quant à son résultat. Le principe est en tous cas le même.

Si le bénéfice des sociétés de contrôle provient uniquement d'entreprises affiliées, l'impôt est réduit de moitié.

Si une partie seulement du bénéfice de ces sociétés provient des entreprises affiliées, la réduction ne porte que sur la part d'impôt qui correspond au rapport entre les bénéfices provenant des entreprises affiliées et le bénéfice brut total.

Le fait que c'est le bénéfice brut total qui est pris en considération, et non pas le bénéfice net, a évidemment

pour conséquence de diminuer la proportion du bénéfice provenant des sociétés filiales, par rapport au bénéfice total ; la diminution de l'impôt en est d'autant réduite.

Les omniums et holding Cies sont donc imposés selon les mêmes principes que les personnes morales ordinaires. Le montant de l'impôt normal est simplement réduit de 50 0/0, pour autant qu'il s'agisse de bénéfices provenant d'entreprises filiales. Quant au bénéfice de n'importe quelle autre source, de nature spéculative par exemple, il est imposé selon les normes générales.

Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions paient un impôt sur le capital-actions versé et sur les réserves représentant un avoir propre de la société, ainsi qu'un impôt sur le capital-actions non versé. Les taux de ces impôts sont établis suivant le rapport du bénéfice net, d'une part, au capital-actions versé, et, d'autre part, aux réserves (art. 48).

L'impôt sur le capital non versé est du quart de celui sur le capital nominal et les réserves.

Si une société désire être considérée comme holding Cy, au sens de l'article 65 de l'arrêté fédéral, elle doit faire une demande écrite et l'annexer au formulaire de déclaration d'impôt. Elle doit en outre y joindre ses statuts et les extraits des livres comptables qui permettent d'établir qu'elle remplit les conditions exigées par la loi.

Le régime adopté par le législateur fédéral, en ce qui concerne l'imposition des sociétés de participations, est donc celui en vigueur dans quatre cantons seulement (Soleure, Lucerne, Argovie, Schwyz). Les remarques que

nous avons faites au sujet de ces législations pourraient être répétées relativement à l'arrêté fédéral de 1920.

L'impôt fédéral de guerre extraordinaire sur les personnes morales est déjà très élevé. Il aurait dû être réduit dans une mesure plus considérable, lorsqu'il s'agit de société de participations.

Il faut éviter en effet que l'évolution économique ne soit entravée par une imposition exagérée de certaines formes de sociétés.

Le Tribunal Fédéral lui-même a admis qu'« en réalité le capital et les revenus de la société financière sont déjà atteints par l'impôt qui frappe les sociétés placées sous son contrôle. Etant donné sa nature et son activité spéciale, il paraît opportun au point de vue de la politique fiscale de ne pas la traiter de la même façon que les sociétés par actions ordinaires, mais de lui accorder une position privilégiée (1) ».

Le législateur fédéral, en statuant, n'avait évidemment pas à tenir compte de l'élément de rivalité économique, qui existe lorsqu'il s'agit de l'imposition cantonale. Mais il doit veiller par contre à l'intérêt de l'industrie suisse, en face de la concurrence étrangère.

Le meilleur moyen de consolider nos finances nationales est de développer notre commerce et notre industrie. Ce n'est pas le rendement immédiat des contributions publiques qui est d'importance majeure, mais notre position dans la vie économique mondiale. Si la situation de

(1) *T. F.* 45, I, p. 1920; *J. d. T.*, 1919, p. 654.

la Suisse y est bonne, son budget s'en améliorera d'autant.

Les charges fiscales seront alors supportées plus facilement et il n'y aura pas danger de compromettre les intérêts vitaux du pays.

CONCLUSIONS

Après avoir examiné la structure des sociétés de participations, les principes sur lesquels elles reposent, et étudié les charges fiscales qu'elles ont à supporter, nous pouvons tirer quelques brèves conclusions générales des constatations détaillées faites au cours de notre travail.

I. La forme de société de participations convient particulièrement bien à l'industrie suisse. Nous sommes persuadés qu'elle prendra un développement toujours plus considérable; elle est évidemment susceptible d'évolution, mais dans l'état actuel des choses, elle répond aux nécessités de notre économie nationale.

II. La société de participations devrait être imposée par les cantons selon des principes juridiques identiques, et non pas en considération de raisons d'opportunisme.

La Confédération doit tenir compte de la concurrence des états étrangers.

III. Un privilège fiscal en faveur des sociétés de participations se justifie juridiquement et économiquement.

IV. Le législateur fiscal ne doit pas statuer dans des matières de la compétence du législateur de droit civil ; c'est à ce dernier à édicter les normes destinées à éviter les abus auxquels pourrait donner lieu le phénomène de concentration financière.

V. Le libre développement de l'industrie suisse ne doit pas être entravé, dans son évolution, par les lois fiscales.

TABLEAU INDICANT LES MODES D'IMPOSITION DES HOLDING COMPANIES
DANS LES DIFFÉRENTS CANTONS SUISSES

Cantons n'ayant pas de dispositions spéciales pour les holding Cies	Cantons réduisant l'impôt ordinaire	Cantons réduisant le capital imposé	Cantons n'imposant que le capital d'après un taux fixe réduit	Cantons laissant pleins pouvoirs au conseil d'état
Appenzell R.-L.	Argovie	Schwyz	Bâle-Campagne	Fribourg
Appenzell R.-E.	Lucerne	Zoug	Bâle-Ville	
Berne	Soleure		Genève	
Nidwald	Vaud		Glaris	
Obervald			Grisons	
Thurgovie			Neuchâtel	
Uri			Saint-Gall	
			Schaffhouse	
			Tessin	
			Valais	
			Zurich	

RÉPERTOIRE DES LÉGISLATIONS CANTONALES

CANTON DE :	PAGES	CANTON DE :	PAGES
Appenzell R.-E.	56	Ohwald	54
Appenzell R.-I.	56	Saint-Gall	77
Argovie	64	Schaffouse	88
Bâle-Campagne.	82	Schwyz	68
Bâle-Ville	81	Soleure	63
Berne.	51	Thurgovie	57
Fribourg.	58	Tessin	74
Genève	85	Uri	57
Glaris.	89	Valais	75
Grisons	76	Vaud	70
Lucerne	66	Zoug	68
Neuchâtel	91	Zurich	90
Nidwald	54		

RÉPERTOIRE DES PROJETS DE LOIS CANTONALES

CANTON DE :	PAGES	CANTON DE :	PAGES
Appenzell. 1921.	94	Thurgovie. 1926	68
Bâle-Campagne. 1926	84	Uri. 1925.	93
Neuchâtel. 1927	97	Zoug. 1926	94
Soleure. 1926	64		

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALIOU. — *Les crises périodiques de surproduction*. Paris, 1913.
- AMIAUD. — *Les actions à droit de vote inégal*. Paris, 1922.
- BELLET. — *Crises économiques, crises commerciales*. Paris, 1918.
- BÉZARD-FALGAS. — *Les syndicats patronaux de l'industrie métallurgique en France*.
- BROUILHET. — *Essai sur les ententes commerciales et industrielles*. Paris, 1895.
- CHASTIN. — *Les trusts et les syndicats de producteurs*. Paris, 1909.
- COLLIEZ. — *Les coalitions industrielles et commerciales d'aujourd'hui*. Paris, 1904.
- DESCHESNES. — *Economie syndicale*. Paris, 1920.
- DUCHAINE. — *La question des trusts*. Bruxelles, 1900.
- FAGNIEZ. — *Corporations et syndicats*. Paris, 1905.
- FONTAINE, MARCH, DE ROUSIERS, SAMAZENILK, SAYOUS, VEILLAT, WEISS.
— *La concentration des entreprises industrielles et commerciales*
(Conférences faites à l'Ecole des hautes études sociales). Paris, 1913.
- GIDE. — *Cours d'économie politique*. Paris, 1921.
- GLOTIN. — *Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels*. Paris, 1892.
- GRUNZEL. — *Ueber Kartelle*. Leipzig, 1902.
- HUBER. — *Die Kartelle*. Stuttgart et Leipzig, 1903.
- HUBERT-VALLEROUX. — *Les associations ouvrières et les associations patronales*. Paris, 1899.
- JEMKS. — *The Trust Problem*. New-York, 1900.
- JÖRGENS (Max). — *Finanzielle Trustgesellschaften*. Stuttgart et Berlin, 1902.

- KUHN. — *Principes de droit anglo-américain* (Trad. Max Petit-pierre). Paris, 1923.
- LAGARDE (Paul) et BATARDON (Léon). — *Les sociétés commerciales*. Paris, 1912.
- LAUCHENAUER. — *Die Holding Company*. Zurich, 1924.
- LEENER (de). — *L'organisation syndicale des chefs d'industrie*. Paris, 1910.
- LEPARGNEUR. — *Le vote privilégié dans les sociétés à responsabilité limitée*. Paris, 1927.
- LEROY (M.). — *Techniques nouvelles du syndicalisme*. Paris, 1921.
- LÉVY (H.). — *Monopole, Kartelle und Trusts*. Iéna, 1909.
- LEYRET. — *La société et les syndicats*. Paris, 1921.
- LIEFMANN. — *Cartells et Trusts* (Trad. de Savinien Bonyssy). Paris, 1914).
- LOUIS. — *Histoire du mouvement syndical en Europe*. Paris, 1922.
- MACROSTY (H.-W.). — *Trusts and the state*. Londres, 1901.
- MARTIN SAINT-LÉON. — *Cartells et trusts*. Paris, 1904.
- MAZEAU (L.). — *Le problème des unions de producteurs devant la loi française*. Paris, 1924.
- MEADE. — *Trust finance*. New-York, 1903.
- MICHEL. — *Guide pratique du droit fiscal des sociétés françaises*. Paris, 1922.
- MOREAU. — *Le syndicalisme, les mouvements politiques et l'évolution économique*. Paris, 1923.
- PAILLARD. — *Les coalitions d'industriels en Suisse*. Bâle, 1915.
- PLANIOL. — *Traité de droit civil*. Paris, 1926-1928.
- RAFFALOVITSCH. — *Trusts, cartells et syndicats*. Paris, 1903.
- RAMBERT (G.). — *Les sociétés de participation (La holding) et la société anonyme*. Lausanne, 1927.
- RENARD. — *Syndicats, Trade-Unions et corporations*. Paris, 1909.
- ROUSIERS. — *Les syndicats industriels de producteurs en France et à l'étranger*. Paris, 1912.
- ROUSIERS. — *Le trade-Unionisme en Angleterre*. Paris, 1897.
- ROUSIERS. — *Les industries monopolisées aux Etats-Unis*. Paris, 1900.
- SCHEURER. — *Le mouvement syndical dans l'industrie horlogère* (*Revue suisse pour l'enseignement commercial*, 1909, nos 40, 41, 42).

- SÉNÉCHAL. — *La concentration industrielle et commerciale en Angleterre*. Paris, 1909.
- SCHNEIDER et FICK. — *Commentaire du code fédéral des obligations*.
- SIMONS. — *Holding Companies*. Londres, 1927.
- STAUB. — *Commentaire du D. H. G. B.*
- STEIGER (J.). — *Trusts und Kartelle im Ausland und in der Schweiz*. Zurich, 1907.
- THOMAS (Albert). — *Le syndicalisme allemand*. Paris, 1904.
- TOGGWEILLER. — *Die Holding Company in der Schweiz*. Zurich, 1926.
- VILLEY (E.). — *L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française. Etat, activité, tendances*. Paris, 1924.
- WAHL (Albert). — Le vote plural dans les sociétés à responsabilité limitée (*Semaine juridique*, n° 13, du 31 mars 1927, pp. 401 et 402).
- WEBB, BÉATRIX et SIDNEY. — *Histoire du Trade-Unionisme*. Paris, 1897 (trad. Albert Métin).

Recueils. périodiques et quotidiens.

- Bulletin financier suisse*. Lausanne, 1925, 1926, 1927, 1928.
- Bulletin de la Société de Banque Suisse*. Bâle, 1927, 1928.
- Gazette de Francfort*. Francfort, 1926, 1927, 1928.
- Journal des économistes*. Paris, 1895, 1925, 1926, 1927.
- Journal de Genève*. Genève, 1926, 1927, 1928.
- Journal des tribunaux*. Lausanne.
- Nouvelle gazette de Zürich*. Zürich, 1926, 1927, 1928.
- Recueil officiel des Arrêts du Tribunal Fédéral Suisse*.
- Revue trimestrielle de droit fiscal*. Berne, 1925, 1926, 1927, 1928.

Législation.

Lois fiscales des vingt-cinq cantons suisses et de la Confédération, projets de lois fiscales, arrêtés des autorités législatives et exécutives, bulletins des délibérations des grands conseil, rapports des pouvoirs exécutifs, de commissions spéciales et d'experts.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — <i>La holding Company.</i>	
<i>Chapitre I.</i> — Le Principe.	7
<i>Chapitre II.</i> — Terminologie	13
<i>Chapitre III.</i> — Origines et historique de la holding Company.	16
<i>Chapitre IV.</i> — Avantages et raisons d'être de la holding Company	21
<i>Chapitre V.</i> — Forme juridique de la société de contrôle.	26
DEUXIÈME PARTIE. — <i>L'imposition de la holding Company.</i>	
<i>Chapitre I.</i> — Problèmes soulevés par la question de l'imposition des holding Companies.	
§ I. — En général	29
§ II. — Domicile de droit civil et domicile fiscal.	
Jurisprudence.	43
<i>Chapitre II.</i> — Le droit positif.	
§ I. — Droit comparé	48
§ II. — L'imposition des holding Companies par les législations cantonales	49
§ III. — Conclusions résultant de la comparaison des lois cantonales	99
§ IV. — L'imposition des holding Companies par la Confédération.	107
CONCLUSIONS.	115
TABEAU RÉCAPITULATIF.	117
BIBLIOGRAPHIE	119

